

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LES ENTRAVES
A LA
LIBERTÉ DU TRAVAIL

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Lundi 4 Décembre 1911, à 1 h. 1/2

PAR

FALCOZ

Président : M. CAPITANT.

Suffragants : { MM. CHAVEGRIN, } professeurs.
 { HITIER, }

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1911

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LES ENTRAVES A LA LIBERTÉ DU TRAVAIL

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le Lundi 4 Décembre 1911, à 1 h. 1/2

PAR

FALCOZ

Président : M. CAPITANT.

Suffragants : { MM. CHAVEGRIN,
HITIER, } *professeurs.*



PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

—
1911

Digitized by the Internet Archive
in 2026

INTRODUCTION

Depuis la célèbre nuit du 4 août 1789, dans laquelle l'Assemblée Constituante décréta la suppression de tous les privilèges et monopoles et surtout depuis la promulgation du décret des 2-18 mars 1791 « portant suppression de tous les droits de patente », le travail est libre en France. L'article 7 de ce décret est, en effet, ainsi conçu :

« A compter du premier avril prochain il sera libre à toute personne de faire tel négoce ou d'exercer telle profession, art ou métier qu'elle trouvera bon ; mais elle sera tenue de se pourvoir auparavant d'une patente, d'en acquitter le prix suivant les taux ci-après déterminés, et de se conformer aux règlements de police qui sont ou pourront être faits. »

Depuis cette époque, le principe de la liberté du travail a été, plusieurs fois, solennellement affirmé. Ainsi, à l'article 19 de la Déclaration des droits girondine, on lit : « Nul genre de travail, de commerce et de culture ne peut lui (à l'homme) être interdit » ; et à l'article 17 de la

déclaration de 1793 : « Nul genre de travail, de culture, de commerce, ne peut être interdit à l'industrie du citoyen », et enfin à l'article 13 de la Constitution de 1848 : « La Constitution garantit aux citoyens la liberté du travail et de l'industrie ».

Ainsi, depuis 1789, il est loisible à chacun de travailler sans entraves, soit pour son compte personnel, comme industriel ou commerçant, soit pour le compte d'autrui comme salarié, ouvrier ou employé.

Ce principe de la liberté du travail, ainsi proclamé en 1789 et qui domine depuis cette époque toute notre législation économique, est une conséquence de la liberté individuelle dont l'Assemblée Constituante venait solennellement d'affirmer le principe. Non contente de proclamer la liberté politique et d'inscrire les libertés publiques dans la charte des droits de l'homme et du citoyen, elle avait brisé toutes les entraves à la liberté du travail, détruit le régime corporatif et reconnu à tous les travailleurs le droit de louer leurs services, de produire ou de trafiquer à leur gré. Tout cela n'est en effet que le prolongement naturel de la liberté physique.

Mais, par suite d'une erreur économique qui devait longtemps peser sur notre législation, la Constituante, en libérant le travail, crut devoir, en même temps, interdire toute entente des travailleurs et édicter des peines sévères à l'encontre des coalitions.

Avant d'examiner ces pénalités, il n'est pas sans intérêt, croyons-nous, de préciser, en quelques mots, la notion

même de coalition. « La coalition, dit M. Pic, c'est l'action concertée d'un certain nombre d'ouvriers ou d'un certain nombre de patrons, pour la défense de leurs droits ou de leurs intérêts communs. (1) » Se coaliser, c'est se réunir, se concerter en vue d'apporter certaines modifications dans les conditions du travail; les patrons se coalisent pour faire baisser le salaire de leurs ouvriers, tandis que les ouvriers se concertent pour le faire hausser. La coalition, qui éveille toujours l'idée d'un différend entre patrons et ouvriers, est le prélude assez ordinaire de la grève ou suspension brusque de travail, s'il s'agit d'une coalition ouvrière, du lock-out ou arrêt concerté du travail suivi d'une fermeture des ateliers, s'il s'agit d'une coalition patronale.

Mais si la coalition, le plus généralement aboutit à la grève, il ne faut pas en conclure que grève et coalition sont deux mots synonymes: une coalition ne produit pas forcément la grève, mais une grève est toujours précédée d'une coalition. M. Pic a très justement dit que : « la coalition est à la grève ce que l'ultimatum est à la déclaration de guerre » (2). Elle précède la grève et suppose le droit de se concerter.

Il ne faut pas non plus confondre la coalition avec l'association. La coalition, en effet, a un caractère momentané, provisoire, tandis que l'association est un groupe-

(1) Pic. *Traité de législation industrielle*, 3^e édition. Paris, 1909, p. 179.

(2) Pic, *op. cit.*, p. 180.

ment durable, perpétuel même, en principe, qui est formé pour l'étude et la défense des intérêts professionnels de ses membres : la coalition, elle, se propose un but immédiat ; son exercice ne suppose pas d'une façon absolue, le droit d'association.

Théoriquement, la légitimité du droit de coalition, corollaire logique du principe de la liberté du travail, ne paraît pas contestable. Envisagée en elle-même, elle n'est qu'une forme de la libre concurrence, absolument licite dès l'instant qu'elle ne se complique d'aucun acte de violence, d'aucune mesure de contrainte contre ceux qui refusent d'adhérer à la coalition ou qui refusent d'en sortir.

Et cependant, les coalitions, aussi bien les coalitions patronales que les coalitions ouvrières, ont été interdites et sévèrement réprimées pendant toute la période qui s'étend de 1791 à 1864. C'est à cette date seulement qu'une loi du 22 mai est venue supprimer le délit de coalition qui fut remplacé par le délit d'atteinte à la liberté du travail ; mais cette loi a conservé la spécialité de délit et de pénalité pour les faits reprochables dont les coalitions pouvaient être l'occasion. C'est cette législation qui nous régit actuellement.

On a très souvent réclamé de toutes parts une réforme de cette législation. Un projet de loi, dû à M. Clemenceau, a même été déposé en 1907, tendant à la suppression des articles 414 et 415 du Code pénal et du délit d'atteinte à la liberté du travail. Mais des événements récents sont

venus démontrer que la répression des entraves à la liberté du travail était plus que jamais nécessaire. Il ne se passe pas de jour, en effet, que les journaux ne publient le récit de « chasses aux renards » sanglantes, qui, sous le prétexte d'assurer le respect des décisions des syndicats, constituent une violation intolérable de la liberté du travail. Il importe donc, non de supprimer les garanties existantes du respect de cette liberté nécessaire, mais bien plutôt de les renforcer, car on ne saurait admettre, sous aucun prétexte, que le travail individuel ne soit pas efficacement protégé.

L'histoire de cette protection et son organisation actuelle font l'objet de cette étude.

CHAPITRE PREMIER

NOTIONS HISTORIQUES SUR LE PRINCIPE DE LA LIBERTÉ DU TRAVAIL

§ I. — Ancien régime.

Avant 1789, il existait en France, non pas partout, mais dans un nombre important de régions et de professions, une organisation publique de l'industrie : l'organisation corporative. Dans les villes où existait ce régime on ne pouvait exercer un métier qu'à la condition d'être reçu membre de la corporation et subir, pour cela, un certain nombre d'épreuves minutieusement réglées. Les statuts des corps de métiers, approuvés ou même imposés par les ordonnances ou les édits royaux, constituaient ainsi autant d'obstacles insurmontables au travail indépendant (1). L'ouvrier, le commerçant, l'industriel devaient nécessairement être incorporés dans l'associa-

(1) Sur l'histoire de l'organisation corporative, voir notamment : Levasseur : *Histoire des classes ouvrières* ; Hubert-Valleroux : *Les corporations d'arts et métiers et les syndicats professionnels*, pp. 1 et 2 ; Rambaud : *Histoire de la civilisation française*, pp. 55 et 56 ; Cauwès : *Cours d'économie politique*, t. I, pp. 101 et suiv.

tion dont ils devaient subir la loi particulière et dont ils ne pouvaient pas ne pas faire partie. Si, de nos jours, les lois protègent le travailleur qui veut rester isolé en face du groupe, dans l'ancien droit, la législation le contraignait à entrer dans le groupe. C'est à peine si, vers la fin du xv^e siècle, on peut trouver quelques communes libres (1) où le travail indépendant s'exerce sans danger ; le droit commun, dans l'ancienne France, était bien la réglementation arbitraire et minutieuse de toutes les activités professionnelles (2).

Ce régime présentait, pour les maîtres, de sérieux avantages. C'était, pour eux, une protection très efficace contre la concurrence ; c'était aussi, pour les consommateurs, une garantie de la bonne qualité des produits. Mais il ne tarde pas à dégénérer et à engendrer de sérieux abus contre lesquels les ouvriers réagirent en formant des associations exclusivement ouvrières qu'on appelait des « compagnonnages ». C'étaient des associations occultes et prohibées par le pouvoir royal. Chaque fois qu'elles étaient découvertes, elles étaient dissoutes et les membres en étaient poursuivis. Les maîtres étaient les premiers à demander des poursuites contre ces associations, parce que, disaient-ils, c'est dans ces compagnonnages que se développent les insubordinations et les grèves.

(1) V. notamment la coutume de Limoges, art. 64.

(2) V. Marc Sauzet : *Essai historique sur la législation industrielle de la France* (Revue d'économie politique, avril 1902).

Pour résister aux tentatives d'émancipation ouvrière, les statuts des corporations réglementèrent de plus en plus étroitement les conditions du travail, si bien qu'à la fin du ^{xviii}^e siècle, l'activité économique se trouva paralysée par le régime corporatif qui étouffait l'esprit d'invention et décourageait les vocations par les difficultés d'accès à la maîtrise.

Aussi, au commencement du règne de Louis XVI, une ordonnance rendue à l'instigation de Turgot (février 1776) vint supprimer les corporations. Cet édit établit le principe de la liberté du travail avec ses principaux développements. Le préambule, placé en tête de l'édit, formule en termes très nets les principes individualistes :

« Nous devons, y est-il dit, à tous nos sujets de leur assurer la jouissance pleine et entière de leurs droits; nous devons surtout cette protection à cette classe d'hommes qui, n'ayant de propriété que leur travail et leur industrie, ont d'autant plus le devoir et le droit d'employer dans toute leur étendue les seules ressources qu'ils aient pour subsister. Nous avons vu avec peine les atteintes multiples qu'ont données à ce droit naturel des institutions, anciennes à la vérité, mais que ni le temps ni l'opinion ni les actes même émanés de l'autorité qui semblent les avoir consacrées, n'ont pu légitimer ».

L'édit supprime en conséquence les corporations et proclame que chacun pourra exercer tel métier qui lui conviendra. « Il sera libre à toute personne, dit l'article 1^{er}, de quelque qualité et condition qu'elle soit, même

à tous étrangers... d'embrasser et d'exercer dans tous notre royaume telle espèce de commerce et telle profession d'arts et métiers que bon leur semblera, même d'en réunir plusieurs; à l'effet de quoi nous avons éteint et supprimé, éteignons et supprimons tous les corps et communautés de marchands et artisans, ainsi que les maîtrises et jurandes ».

Les privilèges donnés à ces communautés sont également abrogés et nul ne pourra plus être troublé dans l'exercice de son commerce et de sa profession, en raison des statuts et règlements qui les régissaient. Et, afin d'empêcher les intéressés de porter au principe toute atteinte directe et indirecte, l'édit interdisait à tous maîtres compagnons, ouvriers et apprentis, de former aucune association ou assemblée entre eux sous quelque prétexte que ce puisse être.

Cet édit, inspiré par les idées nouvelles, proclamait ainsi dans le monde du travail ce même principe de liberté que la Révolution allait consacrer dans tous les champs de l'activité sociale. Il ne put cependant être mis en vigueur.

La tentative de Turgot échoua à la fois devant la résistance du Parlement et devant l'opposition de ceux-là mêmes qu'il prétendait émanciper.

Le Parlement d'alors protesta très vivement contre la mesure libérale qui lui était soumise. L'avocat général Séguier, résumant les motifs mis en avant pour expliquer le refus d'enregistrement de l'édit, parlait de l'isole-

ment industriel qui allait résulter de la réforme : « Ce genre de liberté, disait-il, en parlant de la liberté du travail et de l'industrie, n'est autre chose qu'une véritable indépendance ; cette liberté se changerait bientôt en licence ; ce serait ouvrir la porte à tous les abus et le principe de richesse deviendrait un principe de destruction, une source de désordre, une occasion de fraudes, de rapines, dont la suite inévitable serait l'anéantissement total des arts et des artistes, de la confiance et du commerce (1). »

L'édit fut néanmoins enregistré dans un lit de justice tenu le 12 mars 1776. Mais l'hostilité qu'il souleva fut bientôt telle que Turgot dut quitter le ministère en mai 1776. L'édit dont il était l'auteur ne tarda pas à être rapporté et un édit du mois d'août suivant vint rétablir les corporations de métiers. Il est vrai que, d'après cet édit, elles étaient moins fermées qu'auparavant et comme émondées. Sont rétablis seulement six corps de marchands et quarante-quatre communautés d'arts et métiers.

Ce fut seulement l'Assemblée Constituante qui, comme nous allons le voir, put enfin briser les anciennes entraves et, au mode d'organisation réglementée substituer le régime de la liberté du travail.

(1) Cité par Guincêtre : *Les atteintes à la liberté du travail*, Paris, 1903, p. 17.

§ II. — Droit intermédiaire. La loi Chapelier.

Pour les Assemblées de la Révolution et spécialement pour l'Assemblée de 1789, les entraves à la liberté du travail qu'il fallait définitivement briser, apparaissaient surtout dans les anciennes corporations professionnelles, et la conséquence première et immédiate de la liberté du travail, c'était non seulement la suppression des corporations de métiers, mais encore leur rigoureuse prohibition. Aussi, dans la nuit du 4 août, au moment où elle vote la suppression de tous les privilèges, l'Assemblée Nationale adopta le principe de la réforme des jurandes (1). Pratiquement elles ne furent supprimées que par la loi des 2-17 mars 1791, dont l'article 7 posait la liberté absolue du travail industriel ou commercial, sous la seule réserve de se munir d'une patente et de se conformer aux règlements de police en vigueur ou à intervenir. C'était bien le principe de la liberté : on imposait un impôt, la patente ; rien de plus juste ; on réservait les restrictions générales qui pourraient être apportées par les lois de police : rien de plus logique.

Au lendemain de cette loi, les ouvriers, croyant avoir obtenu la liberté de coalition qui leur était interdite depuis des siècles, s'empressèrent d'user, pour la défense de leurs intérêts professionnels, de cette liberté générale ainsi proclamée. On vit alors les ouvriers de certains

(1) *Arch. parl.*, 1^{re} série, VIII, p. 330.

corps de métiers, à Paris notamment, se concerter, formuler des revendications, essayer d'imposer aux patrons des contrats collectifs de travail. On vit s'organiser de la sorte les ouvriers de la charpente, de la menuiserie, ceux travaillant chez les maréchaux-ferrants et aussi les ouvriers de l'imprimerie.

Les patrons ou entrepreneurs de ces professions, effrayés de ce mouvement, portèrent la question devant l'Assemblée Constituante ; ils lui adressèrent des pétitions par lesquelles ils demandaient à être défendus contre la tyrannie que leurs ouvriers cherchaient à exercer sur eux. Les maréchaux-ferrants, par exemple, dénonçaient ce qu'ils appelaient la « coalition de 80.000 ouvriers » dans la seule ville de Paris.

La Constituante s'émut et prit fait et cause pour les patrons. Le 4 juin 1791, le rapporteur de la commission des contributions publiques, Le Chapelier, réclamait des mesures efficaces contre ce qu'il qualifiait de tentative pour rétablir les corporations, tentatives qui, disait-il, étaient contraires au principe même de la constitution. Dans l'esprit de Chapelier, il y a contradiction entre l'idée de la liberté du travail et la coalition des ouvriers d'un même métier ; il reconnaît bien à l'ouvrier pris individuellement le droit de refuser le travail, mais il prétend que la coalition est contraire au principe de la libre concurrence et qu'elle constitue par elle-même, abstraction faite des actes qui peuvent l'entacher, une atteinte à la liberté. Pour lui, le législateur doit viser à empêcher toute action col-

lective des ouvriers qu'il considère comme un empiètement sur la liberté du travail. « Il faut, dit-il, dans son « discours du 4 juin, remonter au principe que c'est aux « conventions libres d'individus à individus à fixer la « journée de travail... Le projet a pour objet de prévenir, « tant les coalitions que feraient les ouvriers pour augmenter la journée de travail que celles que formeraient les patrons pour la faire diminuer (1). »

A la suite du discours de Chapelier, l'Assemblée Constituante vota, à peu près sans discussion, la loi des 14-17 juin 1791, connue sous le nom de loi Chapelier. Cette loi est très intéressante parce qu'elle est le point de départ de l'interdiction des coalitions qui devait, plus tard, sinon dans les mêmes termes, du moins sous l'inspiration de la même pensée, trouver place dans le Code pénal et demeurer dans notre législation jusqu'en 1864.

L'article 1^{er} proclame que « l'anéantissement de toutes « les espèces de corporations de citoyens de même état « et profession étant une des bases fondamentales de la « Constitution française, il est défendu de les rétablir de « fait sous quelque prétexte et quelque forme que ce « soit ».

Et l'article 2 ajoute : « En conséquence, les citoyens de « même état ou profession, les entrepreneurs, ceux qui « ont boutique ouverte, les ouvriers et compagnons d'un

(1) Cité par Guincêtre : *op. cit.*, p. 24. — V. aussi Raoul Jay : *Cours professé à l'Ecole de Droit*, 1910-1911.

« art quelcônque, ne pourront, lorsqu'ils se trouveront
 « ensemble, se nommer président, ni syndics, ni secré-
 « taires, tenir des registres, prendre des arrêtés ou déli-
 « bérations, former des règlements sur leurs prétendus
 « intérêts communs. »

La loi Chapelier interdit aussi l'entente passagère, la coalition. Elle vise et interdit deux sortes de coalitions : d'abord la coalition des producteurs contre les consommateurs, c'est-à-dire l'entente par laquelle les producteurs auraient résolu de ne fournir leurs marchandises qu'à un certain prix ; ensuite la coalition des ouvriers contre des patrons, c'est-à-dire l'entente par laquelle les ouvriers décident de refuser leur travail si on n'en donne pas un certain prix.

L'article 4, qui interdit les coalitions, est ainsi conçu :
 « Si, contre les principes de la liberté et de la constitution, des citoyens attachés aux mêmes professions, arts et métiers, prenaient des délibérations ou faisaient entre eux des conventions tendant à refuser de concert ou à n'accorder qu'à un prix déterminé le secours de leur industrie ou de leurs travaux, les dites délibérations et conventions sont déclarées inconstitutionnelles, attentatoires à la liberté et à la Déclaration des Droits de l'homme et de nul effet ; les corps administratifs et municipaux sont tenus de les déclarer telles. »

Plus loin, il est déclaré que si ces faits avaient lieu, au moins les auteurs, chefs et instigateurs de pareilles conventions pourront être condamnés à 500 livres d'amende

et suspendus pendant un an de leurs droits de citoyens actifs et de l'entrée dans les assemblées primaires, c'est-à-dire, privés de leur droit électoral. D'autres textes augmentent ces pénalités dans le cas où la coalition se compliquerait de menaces ou de violences, où il y aurait des attroupements sur les lieux publics, etc.

Ainsi la loi Chapelier interdisait, non seulement les corporations professionnelles, mais encore les coalitions et les grèves, et cela au nom de la liberté individuelle, comme contraires au principe de la liberté du travail et attentatoires à la Déclaration des Droits de l'homme. Les législateurs de l'époque dominés par la doctrine individualiste exagérée ne comprenaient pas que c'étaient précisément la prohibition qu'ils édictaient qui était attentatoire à la liberté et violait la déclaration des Droits (1).

Cette loi, des 14-17 juin 1791, contient même une disposition curieuse visant le cas de travaux publics ordonnés par les corps administratifs représentant l'État, ou par les corps municipaux. Dans son article 5, elle défendait à tous les corps administratifs ou municipaux, à peine de responsabilité personnelle encourue par leurs membres, d'employer, d'admettre ou de souffrir l'admission à des ouvrages de leur profession, en aucun des travaux publics, ceux des entrepreneurs, ouvriers ou compagnons qui provoqueraient ou signeraient les délibé-

(1) V. Levasseur : *Histoire des classes ouvrières depuis 1789*, I, pp. 104 et suiv ; Paul Boncour : *Le Fédéralisme économique*, Paris, 1898.

rations ou conventions, c'est-à-dire, celles visant un minimum, si ce n'est dans le cas où, de leur propre mouvement, ils se seraient présentés au greffe du tribunal de police pour les rétracter ou les désavouer (1).

La loi Chapelier devait être bientôt suivie de réglementations spéciales à certaines industries, notamment à l'industrie du papier. Celle-ci avait, à cette époque, un intérêt considérable à raison de la fabrication des assignats. Aussi la Convention, par la loi du 23 nivôse an II, vint décider que les coalitions entre les ouvriers des différentes manufactures, par écrit, ou par émissaires, pour provoquer la cessation du travail, seraient regardées comme des atteintes portées à la tranquillité qui doit régner dans les ateliers, (art. 5). Chaque ouvrier pourra individuellement dresser ses plaintes et formuler ses réclamations, mais il ne pourra, en aucun cas, cesser le travail, sinon pour cause de maladie ou d'infirmité dûment constatée, ou sans avoir prévenu l'entrepreneur, devant deux témoins, six semaines d'avance.

Peu après, sous le Consulat, une tentative intéressante de législation d'ensemble fut faite par le gouvernement.

(1) Il est curieux de rapprocher cette intervention législative, en matière de travaux publics, d'une autre intervention récente et retentissante. Dans un ordre d'idées analogues et dans un but de protection ouvrière, les *Décrets Millerand*, du 10 août 1899, obligent l'administration à imposer aux entrepreneurs de travaux publics un minimum de salaire pour leurs ouvriers. Ce salaire doit être au moins égal à celui payé aux ouvriers de la même profession, travaillant dans la région.

Avec la loi du 22 germinal an XI (12 avril 1803), une réglementation nouvelle est établie. Elle fut votée sur le rapport de Regnault, de Saint-Jean-d'Angely, au Corps législatif.

Les coalitions ouvrières et les coalitions patronales étaient également prohibées. Il fallait, pour qu'il y ait délit, qu'il y eut tentative ou commencement d'exécution. Toute manifestation extérieure de la coalition suffisait à constituer cette tentative, par exemple le fait de la dénonciation ou de l'annonce de la grève aux patrons, ou toute espèce de manœuvre pour amener un ou plusieurs ouvriers à se rallier à la coalition projetée.

Malgré cette égalité dans la prohibition générale, la loi établissait une inégalité tout à fait choquante entre les groupements patronaux et les groupements ouvriers. Cette inégalité se manifestait à deux points de vue :

1^o Au point de vue de la définition du délit ou de l'incrimination. La coalition patronale n'était punie que lorsqu'elle tendait à forcer l'abaissement des salaires injustement et abusivement (art. 6) ; tandis que la coalition ouvrière était punie dans tous les cas ;

2^o Au point de vue de la répression. La coalition des patrons était punie d'une amende de 100 à 3.000 francs et c'était facultativement que le juge pouvait, à cette amende, ajouter un emprisonnement qui ne pouvait d'ailleurs excéder un mois. Au contraire, en ce qui concernait les ouvriers, il n'y avait pas d'amende, mais l'emprisonnement était toujours obligatoire et il pouvait aller jusqu'à trois mois.

§ III. — Le Code pénal.

Le code pénal de 1810, conserva le système de la loi de Germinal, mais en le modifiant. Il consacra aux coalitions les articles 414, 415, et 416.

Les deux premiers de ces articles, punissaient les mêmes faits que ceux qui étaient visés par les articles 6 et 7 de la loi de Germinal ; mais la pénalité était encore aggravée. Pour les patrons, l'emprisonnement devenait obligatoire et un minimum était fixé : il ne pouvait descendre au dessous de six jours. Le minimum de l'amende était porté de 100 à 200 francs. Pour les ouvriers, l'article 415 établissait un minimum d'emprisonnement d'un mois. Les chefs ou meneurs étaient punis d'un emprisonnement de deux à cinq ans.

L'inégalité dans la pénalité qu'avait introduite la loi de Germinal an XI, entre les coalitions patronales et les coalitions ouvrières, était maintenue dans le code pénal ; l'inégalité dans la définition du délit l'était également. En effet, l'article 414, qui s'occupait des coalitions patronales, maintenait la condition, d'après laquelle elles ne pouvaient être punies que si elles étaient injustes ou abusives, tandis que les coalitions des ouvriers restaient toujours punissables.

Cette inégalité était encore accentuée par la rédaction de l'article 416, dont les dispositions s'appliquent aux ouvriers seulement. Ce texte était destiné à frapper les

ouvriers qui auraient prononcé des mises à l'index, des mises à l'interdit, soit contre des chefs d'usine, soit contre certains de leurs camarades. La peine était la même que pour la coalition : un à trois mois d'emprisonnement, deux à cinq ans pour les chefs ou moteurs, lesquels pouvaient, en outre, être placés sous la surveillance de la haute police pendant deux ans au moins et cinq ans au plus. Ainsi, cet article 416, dont on ne trouve pas l'équivalent dans la loi de Germinal, appliquait à tous les ouvriers en général, les prescriptions qui, jusque-là, ne frappaient que les ouvriers des manufactures de papier et qui avaient eu leur origine dans la loi de nivôse an II : ce sont les mêmes faits qui sont punis.

Il faut enfin remarquer que, à l'exemple de la loi de Germinal an XI et contrairement à la loi de 1791, le Code pénal de 1810 ne faisait pas des menaces une circonstance aggravante du délit de coalition, soit entre patrons, soit entre ouvriers ; il ne s'occupait pas davantage des violences, voies de fait ou attroupements qui pourraient accompagner la coalition. Comme sous la loi de Germinal an XI, ces divers faits, aussi bien que les menaces, n'étaient punissables que s'ils constituaient eux-mêmes des délits et par application des dispositions répressives de ces délits.

On peut se demander pourquoi les auteurs du Code pénal ont cru devoir être si rigoureux. Les travaux préparatoires ne donnent que peu de renseignements sur ce point spécial. On peut croire cependant que la pensée qui

a inspiré les rédacteurs du Code, était une pensée de protection de l'ordre public contre les coalitions, les émeutes auxquelles ces coalitions peuvent donner lieu.

C'est une loi de police, ce n'est plus une loi de principe comme la loi Chapelier (1).

Cette législation devait durer jusqu'en 1849.

§ IV. — Loi du 27 novembre 1849.

Dès le lendemain de la Révolution de 1848 qui fut, comme l'a dit de Tocqueville, plus sociale que politique, la question de la réforme de la législation sur les coalitions se posa tout naturellement. Elle fut l'objet de travaux considérables dans l'Assemblée Constituante : rapports, discussions en Commission, et même, débats devant la Chambre. Mais la Constituante se sépara sans que ses travaux eussent abouti à une modification des textes du Code pénal. Ce n'est qu'à l'Assemblée législative que la question devait être menée jusqu'au bout. Des débats de cette Assemblée sortit en effet la loi du 27 novembre 1849 qui a modifié les articles 414, 415 et 416 du Code pénal.

Cette loi a été précédée de travaux préparatoires au cours desquels les différents systèmes possibles, en matière de coalition, ont été examinés de très près. Il y avait un point sur lequel tout le monde était d'accord, c'est qu'il y avait lieu, dans tous les cas, de rétablir l'égalité entre

(1) Jay, *op. cit.*

les patrons et les ouvriers. La Constitution de 1848 elle-même commandait cette réforme. Mais le même accord n'existait pas sur les moyens de mettre en œuvre cette égalité.

Un premier système se présentait comportant la suppression pure et simple des articles 414, 415 et 416. Effectivement, un projet en ce sens fut présenté par plusieurs députés (1). Il restituait leur entière liberté aux ouvriers et aux patrons; la coalition désormais permise ne devait plus jamais être punie comme telle, sauf à appliquer les règles du droit commun, tant civiles que pénales, à ceux de ses membres qui n'exécuteraient pas leurs engagements ou qui se rendraient coupables d'injures, de menaces ou de voies de fait. Ce projet fut écarté par la Commission et par la Chambre elle-même, à une très forte majorité. La raison de ce rejet est exprimée très nettement dans le rapport fait au nom de la Commission par M. de Vatimesnil. « Ce système, dit-il, a été écarté parce qu'il aurait eu pour résultat de laisser la société tout à fait désarmée contre un genre de délit funeste à l'industrie et nuisible à leurs auteurs mêmes. »

Dans un second système on disait que, s'il était nécessaire de maintenir une législation spéciale, il était non moins nécessaire que cette législation ne visât plus toutes les coalitions sans distinction, qu'il était contraire à l'équité de punir les coalitions justes et pacifiques,

(1) *Moniteur universel*, 12 octobre 1849, p. 65

loyalement dirigées, et que les seules coalitions à punir étaient les coalitions violentes, accompagnées de menaces, d'intimidation, de manœuvres frauduleuses, de voies de fait.

Tel était à peu près le système de la Commission de l'Assemblée Constituante en 1848. Il fut très habilement défendu dans l'Assemblée par un assez grand nombre d'orateurs. « La coalition, disait M. Marin (de la Drôme), est un droit qui ne peut être réglé par l'arbitraire d'un jugement. La limite de ce droit, c'est la violence et la menace. La coalition est le seul moyen qu'ait l'ouvrier de débattre avec équité ses conditions avec son patron. Les maîtres n'ont pas besoin de se coaliser. Chaque chef d'industrie est à lui seul une coalition permanente; il est le maître de fixer ses conditions et de les débattre. Chaque ouvrier peut débattre ses conditions avec l'entrepreneur : c'est un combat d'une inégalité évidente. Pour pouvoir combattre à armes égales, l'ouvrier est obligé de s'associer. »

Bastiat défendit lui aussi, énergiquement cette opinion dans un discours prononcé le 17 novembre 1849 (1). Son raisonnement était celui-ci : ce qu'on ne peut pas interdire à un homme, on ne peut pas l'interdire à une collectivité. « Il est impossible de dire que le chômage est un délit. « Si un homme a le droit de dire à un autre : je ne veux pas travailler à telle ou telle condition, deux ou

(1) *Moniteur universel*, 18 nov. 1848, p. 3710.

trois cent personnes ont le même droit. » Et il ajoutait : « Faites attention que ce que vous proclamez n'est pas autre chose que l'esclavage. »

Le raisonnement est loin d'être décisif. Il est sans doute absolument nécessaire de reconnaître aux ouvriers le droit de coalition, mais il est difficile de le faire reposer sur le raisonnement de Bastiat. Il peut y avoir, en effet, de très grandes différences entre un acte individuel et ce même acte multiplié et surtout concerté.

Dans cette même discussion, on trouve la coalition indiquée comme condition indispensable du contrat collectif. M. Boyssset disait dans cet ordre d'idées : « Si vous voulez que le contrat soit vrai, il faut que vous placiez en face les uns des autres, dans leur position respective de libre volonté, d'une part, les entrepreneurs, d'autre part, la masse collective de l'atelier, du travail.

Ce système ne fut pas non plus admis par l'Assemblée législative pour deux sortes de raisons :

1° D'abord, pour une raison d'ordre pratique. C'est la même pensée qui inspirait les auteurs de la loi de 1849 et les rédacteurs du Code pénal, c'est-à-dire cette idée que l'exercice du droit de coalition présente de graves inconvénients et de grands dangers pour l'ordre public, les intérêts généraux comme pour les intérêts privés. A ce point de vue, M. de Vatimesnil disait dans son rapport (1) : « Les coalitions ouvrières sont funestes aux ouvriers eux-

(1) *Moniteur universel*, 7 octobre 1849, p. 2998.

mêmes qu'elles plongent dans la misère ; en outre elles compromettent l'existence et la prospérité de l'industrie nationale ; en amenant la cessation du travail, la grève amène une diminution du revenu général du pays. Elle ferait souvent passer à l'étranger les industries qui auraient pu, sans la grève se développer sur le sol français. Enfin la coalition menacerait la sécurité même du pays ; dans les grands centres d'industrie notamment, elle arriverait facilement à dégénérer en émeute, en insurrection. Il serait contraire à la prudence de ne punir la coalition que lorsqu'elle aura amené des violences ; ce serait s'attacher aux faits au lieu de remonter à la cause, attendre que le mal fut fait, au lieu de remonter à la source, »

2^o Pour une raison théorique : la coalition, même pacifique, apparaissait à la majorité de l'Assemblée, comme contraire à la liberté du travail ; or la liberté du travail a été proclamée par la Constitution elle-même dans son article 13 ; on ne la défendrait pas, on la laisserait violer si on permettait la coalition. Pour M. de Vatimesnil il y a identité entre l'idée de liberté du travail et l'idée d'une concurrence individuelle illimitée. Tout acte qui empêche cette concurrence de produire tous ses effets est un acte immoral que la loi a le devoir de punir. « Dans l'état régulier et normal de l'industrie, expliquait M. de Vatimesnil, le prix de toute chose est déterminé par deux éléments : la proportion entre les offres et les demandes, la concurrence entre ceux qui font les offres et ceux qui font les demandes. Quand les éléments de la fixation des prix

agissent sans entraves, le travail, le commerce, l'industrie sont libres, les prix s'établissent d'une manière loyale. Les prix deviennent factices et la liberté est altérée dans le cas contraire. En conséquence, les coalitions, dont l'objet manifeste est de détruire la concurrence et la proportion entre les offres et les demandes, sont contraires à la liberté du travail et à la constitution qui la garantit (art. 13). N'est-il pas certain que lorsque les détenteurs d'une même marchandise viennent à se coaliser, cette marchandise subit une hausse injuste et abusive et que, par conséquent, le fait seul de la coalition qui a produit cette hausse est punissable? Les honorables auteurs de la proposition ne le contestent pas, puisqu'ils ne demandent pas l'abrogation de l'article 417 » (1). « Ainsi ils admettent que des marchands ne peuvent pas licitement se coaliser au préjudice des acheteurs. Pourquoi donc les chefs d'atelier pourraient-ils se coaliser contre les ouvriers et ceux-ci contre les chefs d'atelier?

A ceux qui objectaient que tout chef d'atelier est libre de déterminer le prix du travail, que tout ouvrier est libre de demander une augmentation et que ce qui est licite pour chacun pris isolément ne peut pas devenir criminel par la réunion d'un certain nombre d'individus coalisés, M. de Vatimesnil répondait : « Toute liberté a pour limite la liberté d'autrui et l'intérêt général de la

(1) Cet article punissait la coalition des détenteurs de marchandises dans le but de surélever les prix.

société. Aussi, quand un chef d'atelier ou un ouvrier agit seul, il n'altère pas la libre concurrence. Si un ouvrier élève des prétentions exagérées, le chef d'atelier le congédiera ; il n'y aura aucune perturbation dans les conditions de l'industrie et du travail. Mais lorsqu'il y a eu coalition établie pour exercer une pression, la liberté de la concurrence et, par conséquent, la liberté constitutionnelle du travail sont étouffées. Un tel fait ne saurait être toléré.

On admet aujourd'hui que la concurrence est encore libre quand elle s'exerce entre groupements. L'Assemblée législative était convaincue, au contraire, que l'intervention d'un groupement quelconque était la négation de la liberté de la concurrence. Ici se retrouve implicitement le principe que formulait déjà Chapelier : c'est à la concurrence d'individu à individu à régler les conditions du travail.

On voit aussi affirmer cette idée qu'il n'y a aucune différence à faire entre le travail et les autres marchandises quelconques. Par certains côtés, le travail est une marchandise ; mais faut-il accepter toutes les conséquences qui se produiront fatalement, si, à tous les points de vue, on considère le travail comme une marchandise identique à toutes les autres marchandises ? En d'autres termes, faut-il adopter la même attitude d'abstention et d'indifférence vis-à-vis de la marchandise-travail qu'à l'égard de toute autre marchandise ? La question est de savoir si c'est un état désirable que celui dans lequel le

travail-marchandise serait soumis aux mêmes influences, aux mêmes actions que toute autre marchandise, ou si c'est là un état contre lequel la législation doit réagir pour défendre le travail de l'homme qui est autre chose qu'une marchandise inanimée (1).

Les idées, que M. de Vatimesnil exprimait dans son rapport, furent reprises par M. Rouher, ministre de la Justice, lors de la discussion du projet devant l'Assemblée. D'après M. Rouher (2), le premier principe c'est celui-ci : l'industrie est régie par une loi économique. La valeur de la chose à vendre, le taux du salaire sont réglés nécessairement, inévitablement, par le rapport qui existe entre l'offre et la demande. Ce rapport varie suivant les accidents de la concurrence, intérieure ou extérieure ; mais une intention frauduleuse, destinée à altérer cette loi, constitue une immoralité, et comme cette immoralité cause un préjudice quant à l'ordre social, elle s'élève à la hauteur d'un délit.

Il semblait aux membres de la majorité de l'Assemblée législative que la liberté du travail pouvait être compromise à un autre point de vue encore, même par la coalition la plus pacifique, à raison de la pression que cette coalition exercerait sur les ouvriers. M. de Vatimesnil, après avoir rappelé la pression que la coalition exerce sur le patron, ajoutait : « Mais ce n'est pas seulement sur

(1) Jay, *op. cit.*

(2) *Moniteur universel*, 4 janv. 1849, p. 25.

lui qu'elle exerce cette contrainte, c'est aussi sur les ouvriers paisibles qui voudraient continuer à travailler à des conditions raisonnables. Ils n'ont pas la liberté morale de rester en dehors de la coalition et de continuer à fréquenter les ateliers ; alors même qu'on n'emploie envers eux aucun moyen d'intimidation formelle, le danger résulte à leurs yeux du fait même de la coalition, du nombre de ceux qui la composent, de l'agitation qu'elle produit et des passions qu'elle soulève. La coalition constitue, par sa nature, une menace implicite qui les contraint de s'y rallier ; « un faux point d'honneur les pousse aussi, l'expérience ne permet pas d'élever de doute à ce sujet. Les coalitions portent donc encore, à ce point de vue, une grave atteinte à la liberté du travail. »

Pour ces raisons, la majorité de l'Assemblée ne voulut pas supprimer les pénalités édictées contre les coalitions, même non accompagnées de manœuvres frauduleuses. Mais elle voulut rétablir l'égalité entre les coalitions patronales et les coalitions ouvrières. On pouvait faire cette égalité de deux façons : ou bien appliquer à toutes les coalitions le régime moins sévère réservé jusque là aux coalitions patronales, ou bien appliquer à toutes les coalitions le régime plus rigoureux réservé jusque là aux coalitions ouvrières. Par l'un et par l'autre de ces systèmes, l'égalité entre patrons et ouvriers se trouvait rétablie, mais dans un sens différent.

Finalement, ce fut dans le sens de la rigueur que se fit l'égalité. La loi du 17 novembre 1849 rédigeait en

effet de la façon suivante les articles 414, 415 et 416.

L'article 414 visait, dans deux paragraphes distincts, la coalition patronale et la coalition ouvrière. Dans les deux cas, la peine était de six jours à trois mois d'emprisonnement et une amende de 16 à 3,000 francs. Les deux paragraphes étaient rédigés en termes identiques, mais ni l'un ni l'autre n'exigeaient, comme conditions de la répression, que la coalition fut injuste ou abusive.

Etaient punies :

1° « Toute coalition entre ceux qui font travailler des ouvriers, tendant à forcer l'abaissement des salaires, s'il y a tentative ou commencement d'exécution ;

2° « Toute coalition de la part des ouvriers, pour faire cesser en même temps de travailler, interdire le travail dans un atelier, empêcher de s'y rendre avant ou après certaines heures et, en général, pour suspendre, empêcher, enchérir les travaux, s'il y a eu tentative ou commencement d'exécution. »

Dans les deux cas, les chefs ou moteurs étaient punis d'un emprisonnement de deux à cinq ans.

L'article 415 reprenait les dispositions insérées en 1810 dans l'article 416 qui punissait ce qu'on peut appeler *les mises à l'index*. Mais l'article 416, de 1810, ne punissait que les faits ouvriers. Pour établir l'égalité, on a dû compliquer le texte de façon à punir aussi les interdictions prononcées par des patrons contre des ouvriers. En conséquence l'article 415 modifié était ainsi rédigé :

« Seront aussi punis des peines portées dans l'article

précédent, et d'après les mêmes distinctions, les directeurs d'atelier ou entrepreneurs d'ouvrages et les ouvriers qui, de concert, auront prononcé des amendes autres que celles qui ont pour objet la discipline intérieure de l'atelier, des défenses, des interdictions, ou toutes prescriptions sous le nom de damnations ou sous quelque qualification que ce puisse être, soit de la part des directeurs d'ateliers ou entrepreneurs contre les ouvriers, soit de la part de ceux-ci contre les directeurs d'ateliers ou entrepreneurs, soit les uns contre les autres. »

Enfin l'article 416 prévoyait que les chefs ou moteurs pourraient, après l'expiration de leur peine être mis sous la surveillance de la haute police pendant deux ans au moins et cinq ans au plus.

La question de savoir s'il y avait lieu d'admettre ou de supprimer dans tous les cas la condition que la coalition fût injurieuse et abusive, donna lieu à l'Assemblée législative à un intéressant débat sur lequel il n'est pas inutile d'insister quelque peu.

MM. Valette et Wolowski avaient déposé un texte (1) d'après lequel coalitions ouvrières et coalitions patronales n'auraient pu être punies que si elles étaient injustes et abusives. M. Valette voyait par là la possibilité de « donner à la peine la moralité qui lui manque en ce qui concerne les ouvriers. » Il distinguait trois hypothèses :

(1) *Moniteur universel*, 18 nov. 1849, pp. 3714 et 3715 ; 20 nov. 1849, p. 3729.

1° Des patrons, très loyalement, se concertent pour savoir quel salaire ils peuvent donner à leurs ouvriers sans compromettre la prospérité, peut-être même l'existence de leurs établissements. Ils calculent quel prix de revient les conditions générales du marché et de la vente permettent de couvrir et ce que, dans ce prix de revient, représente le salaire. Cela fait, ils s'engagent à ne pas payer un salaire supérieur à celui fixé. M. Valette estimait qu'il était excessif de punir une telle coalition.

2° Des ouvriers, pacifiquement, calculent les salaires dont ils ont besoin en raison du coût de la vie. Ce salaire, une fois fixé, les ouvriers s'engagent réciproquement à ne pas se faire concurrence en acceptant un salaire inférieur. Là encore, il paraissait tout à fait excessif de punir ces ouvriers.

3° Des ouvriers, voulant abuser de la situation de certains patrons, profitent, par exemple, de ce qu'un patron a accepté des commandes considérables à livrer dans un bref délai, pour lui imposer ou tâcher de lui imposer, une élévation excessive des salaires ; ou bien, les ouvriers, rompant le contrat de travail, ne tiennent pas compte de l'obligation d'un avis préalable : le délai-congé. Dans ce cas, M. Valette admettait qu'il y avait abus et que la coalition pouvait être réprimée. Il l'admettait aussi si un ou plusieurs patrons s'entendaient pour profiter du dénûment des ouvriers, de ce qu'ils sont hors d'état de se défendre, pour abaisser les salaires. M. Valette voulait que le juge examinât si l'on se trouvait dans l'une ou l'autre

de ces hypothèses. C'était ce qu'il appelait donner à la peine une « moralité ».

La thèse de MM. Valette et Wolowski est difficilement critiquable ; aussi ne fut-elle pas combattue directement. On objecta que, dans ce système, le juge serait placé dans une situation extrêmement délicate, que, en effet, dans chaque affaire, il aurait l'obligation de rechercher et de décider si la grève était juste ou non. On lui donnait ainsi l'appréciation de la valeur morale de tout le contrat de travail intervenu dans les espèces à lui soumises. C'était, dit M. Rouher, faire du juge un souverain appréciateur du salaire dont la fixation doit dépendre de la concurrence (1).

En outre, les adversaires de l'amendement Valette-Wolowski réussirent à créer une confusion. Ils dirent : vous parlez de moralité à introduire dans la répression, mais elle y est déjà ; elle résulte des principes de notre droit criminel ; sans qu'on le dise expressément, le juge aura toujours à examiner l'intention, et, s'il y a bonne foi, ignorance, il ne condamnera pas. Mais les applications d'une pareille doctrine seraient très rares : les grévistes savent toujours très bien ce qu'ils font et ce n'est pas là la question posée par M. Valette. La question qu'il posait, c'était celle de savoir s'il faudrait punir des hommes se concertant en toute connaissance de cause, mais sans que cette coalition fût injuste et abusive.

(1) Le projet Doumergue, du 2 juillet 1906, tend à donner au juge la faculté de rescinder le contrat de travail en cas de lésion, c'est-à-dire au cas où le salaire serait insuffisant.

Cependant, la discussion prit un tel tour, que, s'étant terminée par le rejet de l'amendement Valette, il y avait, au lendemain de la promulgation de la loi, une hésitation sur le sens du texte voté. Ainsi, M. Duvergier, après avoir rendu compte de ces débats, écrivait dans son commentaire de la loi : « Il résulte clairement de la discussion qui précède, qu'en cette matière, les tribunaux ne doivent pas se préoccuper du fait matériel, mais que la loi leur inspire le devoir d'examiner la question de bonne foi ; que le mot de coalition implique nécessairement l'idée d'abus, d'injustice, que, par conséquent, le délit n'existe pas dans les deux premières hypothèses indiquées par M. Valette, mais seulement dans la dernière (1). » L'obscurité venait de ce malentendu qui confondait la bonne foi individuelle créée par l'entraînement, avec la justice d'une action concertée et réfléchie (2).

La jurisprudence, d'ailleurs, ne s'y trompa pas. Elle a paru à quelques-uns excessive et on l'a parfois accusée d'être allée plus loin que la loi de 1849. A notre avis, elle n'en a pas dépassé le sens.

D'après la jurisprudence qui s'établit après la loi du 27 novembre 1849, il suffisait que des ouvriers s'entendissent pour quitter le travail en réclamant des modifications aux conditions du travail pour que leur acte tombât sous le coup des articles 414 et suivants ; et cela, alors

(1) Duvergier. *Collection des lois*, 1849, p. 393.

(2) Jay, *op. cit.*

même que ces ouvriers se seraient conduits de la façon la plus correcte, alors même que leurs réclamations eussent été très légitimes. Cela résulte nettement d'un arrêt de la Cour de cassation du 24 février 1859 (1). « Attendu, dit cet arrêt, qu'il y a contrainte ou pression sur les patrons toutes les fois que les ouvriers d'une ou de plusieurs fabriques, agissant par suite d'un concert, quittent à la fois les ateliers, même après avoir donné les avertissements prévus par les règlements, en réclamant des modifications aux conditions actuelles de leur travail, « soit en ce qui concerne la fixation des heures de la journée ou de la tâche de chaque jour; qu'il importe peu que les causes de cette réclamation puissent paraître en elles-mêmes légitimes; que la loi, en effet, exclusivement occupée de protéger la liberté de l'individu, a puni la coalition indépendamment de ses motifs et par cela seul que les ouvriers qui se sont concertés agissent collectivement avec le but, en suspendant ou en tendant de suspendre le travail des ateliers, de forcer les patrons d'en modifier les conditions. »

La décision était radicale et vraiment dure; mais on pourrait difficilement soutenir qu'elle ne fut pas strictement conforme à la lettre de la loi aussi bien qu'à l'esprit du législateur. Telle est l'opinion exprimée par MM. Chauveau et F. Hélie. « Le législateur inquiet qui rédigeait les articles 414 et 415, disent ces auteurs, redoutait trop le

(1) *Cass.*, 24 févr. 1859. S. 51-4-639. D. P. 1859-4-188.

désordre matériel pour le permettre, lors même qu'il aurait eu une juste cause » (1). Les applications furent nombreuses, Une, surtout, eut un grand retentissement : ce fut l'affaire des typographes de la Seine en 1862 ; elle a été certainement une des causes de l'intervention légale de 1864 qui devait supprimer le délit de coalition pacifique. Voici, en résumé, comment se posa la question.

En 1862, des relations régulières étaient établies depuis longtemps entre les ouvriers typographes de Paris et leurs patrons. Dès 1843, un véritable contrat collectif était intervenu, dont une clause décidait que le tarif des salaires devait être révisé tous les cinq ans dans des conférences entre les représentants des ouvriers et des patrons. En 1848, à raison des événements politiques, la Commission mixte décida de proroger, sans y toucher, le tarif pour deux années. C'est donc en 1850 qu'eut lieu la première révision. La convention qui intervint à cette date ne parlait plus de révisions périodiques, mais elle créait une commission arbitrale permanente chargée de résoudre les conflits qui s'élèveraient sur l'application du tarif, et elle lui donnait le droit de prendre, à toute époque, l'initiative d'une révision de tarif. Cette Commission n'exista que jusqu'en 1854. A cette date, la Chambre syndicale patronale refusa de désigner ses représentants. Le prétexte invoqué était que, depuis la loi de 1854, qui venait de réor-

(1) Chauveau et F. Hélie. *Théorie, C. pén.*, 3^e édition, t. V, p. 436.

ganiser les Conseils de prud'hommes, ceux-ci présentaient dorénavant des garanties suffisantes pour permettre de renoncer à la Commission arbitrale.

Ce ne fut qu'en 1861 que les ouvriers demandèrent une revision du tarif dans le sens d'une augmentation de salaire. Le 17 mai de cette année, ils adressèrent aux patrons une pétition couverte de 2.682 signatures et rédigée dans les termes les plus modérés (1). Des conférences s'ouvrirent entre les représentants des ouvriers et ceux des patrons, mais elles n'aboutirent pas.

Cependant, les ouvriers n'avaient pas encore cessé le travail ; ils semblaient vouloir épuiser tous les moyens possibles d'arriver à une solution pacifique. Ils s'adressèrent successivement au Préfet de police, à l'Empereur, au Ministre du Commerce, cherchant partout un médiateur. Le Ministre du Commerce leur répondit : « Le Gouvernement ne peut intervenir dans le règlement des conditions du travail. C'est aux parties intéressées qu'il appartient de débattre et de fixer de gré à gré les clauses de leur accord. Il est impossible, en quelque circonstance que ce soit, de s'écarter de cette règle qui dérive de la nature des choses, et, par conséquent, de satisfaire au vœu que vous avez exprimé. »

Le 18 juin 1862, la Chambre syndicale patronale repousse définitivement les propositions des ouvriers.

(1) V. cette pétition dans le plaidoyer de Berryer. *Plaidoyers de Berryer*, édit. de 1878, t. IV, p. 216.

Depuis plusieurs mois, certains patrons remplaçaient peu à peu les ouvriers typographes par des femmes auxquelles était payé un salaire inférieur. Plusieurs ateliers furent alors désertés par les ouvriers et le ministère public releva dans ces circonstances les éléments du délit de coalition. Vingt ouvriers furent poursuivis et malgré les efforts de Berryer (1), neuf furent condamnés à dix jours de prison, deux à quinze jours et les autres à un mois ; une amende de seize francs fut prononcée contre tous. Il n'y avait eu aucune violence, aucune menace et les tribunaux ne l'ont pas nié.

Ainsi donc, de ce dernier état de la législation et de la jurisprudence, il résultait que toute coalition, soit entre patrons, soit entre ouvriers, était punissable quelle que fût l'intention des parties entrées dans la coalition, quelque légitime que fût leur prétention à un abaissement ou à une hausse des salaires, quelque exempts de blâme que puissent être les moyens employés pour établir ou maintenir la coalition. La liberté des conventions, maintenue pour chacun d'eux individuellement, ne comportait pas le droit, soit pour les patrons, soit pour les ouvriers, ni de se concerter entre eux, même librement et sans emploi de la violence ou d'autres moyens d'intimidation, à l'effet de fixer les conditions auxquelles ils voulaient travailler ou faire travailler, ni de sanctionner leurs prétentions par la fermeture ou l'abandon simultané et convenu des

(1) Berryer, *op. cit.*, t. IV, p. 225.

ateliers. Ce concert devenait délictueux de la part de tous ceux entre qui il avait lieu, sans que la légitimité du motif et le caractère pacifique des moyens fut de nature à en effacer la criminalité.

D'autre part, les statistiques semblent prouver que l'égalité dans la répression n'avait pas été obtenue. Entre 1849 et 1864 inclus, il y eut 974 coalitions ouvrières poursuivies et seulement 103 coalitions patronales (1). Dira-t-on que les patrons se coalisaient moins que les ouvriers? Ce n'est pas soutenable. Mais certaines coalitions patronales échappaient, par leur nature même, à la poursuite, elles étaient des coalitions pour ainsi dire légalisées ou résultant de la nature des choses. Dans bien des cas, un patron, à lui tout seul, peut être, à l'égard de ses ouvriers, l'équivalent d'une coalition; il en est ainsi, par exemple, lorsqu'un patron occupe un grand nombre d'ouvriers.

Il y a aussi des sociétés commerciales, groupant un nombre considérable d'actionnaires, qui constituent une coalition résultant de leur nature même : une compagnie de chemins de fer ou de mines représente, à l'égard de son personnel, une coalition légale et permanente.

Même pour les patrons individuels, la coalition reste infiniment plus facile à dissimuler que la coalition des ouvriers. Les ouvriers, par leur nombre même et leurs

(1) Comptes généraux de l'administration de la Justice criminelle en France.

conditions de vie, ne peuvent pas se coaliser sans que leur coalition soit immédiatement le gros fait saisissable dont la preuve est facile à établir. C'est dans de grandes salles louées à cet effet, c'est dans la rue, au grand jour, que sont obligés de se réunir les ouvriers. Au contraire, Adam Smith disait très justement que la coalition patronale se fait autour d'une tasse de thé, et, à moins qu'un représentant du ministère public n'ait été invité, comment saisira-t-on la coalition ? Avec le téléphone, aujourd'hui, il n'est même plus besoin de se réunir.

Il ne peut donc pas être question d'égalité vraie dans un régime de répression des coalitions. On peut, dans une loi, s'efforcer de faire apparaître, par des formules habilement balancées, une certaine égalité apparente entre les coalitions ouvrières et patronales, mais derrière les textes l'inégalité apparaît, parce qu'ils ne jouent pas dans un cas comme ils jouent dans l'autre.

L'inégalité de fait apparaissait si choquante qu'avec le progrès des idées démocratiques, résultant pour une grande part de l'introduction du suffrage universel, l'application de la législation sur les coalitions avait fini par heurter profondément l'opinion publique. La loi fut de moins en moins appliquée ; le ministère public lui-même hésitait à intenter des poursuites. Dans les années qui précédèrent la loi de 1864, on constata une diminution croissante du nombre des poursuites. Avant 1861 la moyenne annuelle était de plus de cent. En 1861, on n'en constate plus que 63 ; en 1862, 44 ; en 1863,

29 (1). Et même lorsque le parquet se décidait à poursuivre, les juges ne montraient plus dans la répression la sévérité d'autrefois ; lorsqu'ils condamnaient, ils appliquaient les peines aussi légères que possible. Enfin les pouvoirs publics se voyaient obligés de gracier les condamnés, comme ils le firent notamment, pour les typographes condamnés en 1862.

Une réforme s'imposait : elle fut réalisée par la loi du 25 mai 1864.

§ V. — La loi du 25 mai 1864 (2).

Au début de l'année 1862, un membre du Corps Législatif, M. Darimon, déclarait à la tribune que les lois contre les coalitions avaient fait leur temps et que le moment était venu de les abroger. « Quand les nécessités économiques, ajoutait-il, concordent avec les aspirations des masses, il est imprudent de leur refuser satisfaction ».

En 1863, les ministres de la Justice et des Travaux Publics adressaient à l'Empereur un rapport à ce sujet (3). « Pour les patrons, est-il dit dans ce document, la preuve du concert est fort difficile à établir. Pour les ouvriers,

(1) Comptes généraux de l'administration de la Justice criminelle en France.

(2) Sur la loi de 1864 : Emile Ollivier : *La loi des coalitions* (*Revue des Deux-Mondes*, 30 juillet 1901, pp. 5 à 42).

(3) Ce rapport se trouve dans l'exposé des motifs de la loi du 25 mai 1854.

tantôt les patrons ont décliné l'appui de la loi, tantôt les magistrats dans la crainte d'envenimer un conflit, se sont abstenus de toute intervention répressive. Dans les rares cas même où les tribunaux ont été saisis, on avait vu, maintes fois, après une longue procédure, un grand appareil judiciaire, les magistrats prononçant de très légères condamnations qui semblaient protester contre l'existence du délit qu'elles avaient dû réprimer pour obéir à la loi. Enfin, à peine ces condamnations étaient-elles prononcées que la clémence libérale de l'Empereur, d'accord avec la conscience publique, s'étendait aussitôt sur les condamnés. Que résulte-t-il de cet état de chose ? Que nous n'avons, en cette matière, ni les avantages d'une législation pénale empreinte de sévérité, ni l'honneur, ni le bénéfice d'une législation libérale ».

Aussi, dès l'ouverture de la session du Corps Législatif de 1864, l'Empereur annonçait le dépôt d'un projet de loi modifiant la législation sur les coalitions. Ce projet, élaboré par le Conseil d'Etat, fut présenté, le 19 février 1864, au Corps Législatif. L'exposé des motifs (1) avait été rédigé par M. Cornudet et M. Emile Ollivier présenta le rapport au nom de la commission, le 22 avril (2). Des délibérations, qui s'engagèrent sur ces documents, est sortie la loi du 25 mai 1864.

On a dit souvent que cette loi a proclamé la liberté des

(1) *Moniteur*, 6 et 19 mars 1864.

(2) *Moniteur*, 13 et 16 mars 1864.

coalitions, le droit de grève. Cette formule est inexacte, à certains égards. La loi de 1864 n'a rien proclamé ; elle a fait œuvre purement négative ; elle a fait disparaître du Code pénal les dispositions qui punissaient la coalition. La coalition s'est ainsi trouvée libre, ce qui n'est pas défendu étant permis. Dans des milieux assez divers, il y a une tendance à faire du droit de grève une sorte de droit positif supérieur à toutes les autres règles du droit civil, un droit qui permet à l'ouvrier ou au patron de se mettre au-dessus des règles ordinaires du droit civil relatives aux contrats. Cette tendance se justifie dans une certaine mesure ; elle est préparatoire d'un droit collectif et nouveau, mais très certainement elle n'est pas conforme au droit actuel. Elle découle en partie de cette idée fausse d'après laquelle on croit, qu'en 1864, un droit nouveau a été proclamé. C'est pourquoi il faut insister sur le caractère négatif de l'œuvre du législateur de 1864 (1).

Les auteurs de la loi n'ont pas fait disparaître du Code pénal les articles 414, 415, et 416 ; ils les ont simplement remaniés : ils ont prétendu les rédiger de telle façon qu'ils ne punissent plus la coalition, mais seulement certains faits, à leurs yeux, coupables, qui peuvent accompagner les coalitions. M. Emile Ollivier s'est expliqué sur ce point, dans son rapport, avec une grande énergie.

« Liberté absolue de la coalition à tous les degrés, écrit-il, répression rigoureuse de la violence et de la

(1) Jay, *op. cit.*

fraude, telles sont les données organiques que fournit la science, tels sont les principes qui nous ont inspiré. » Désormais, la coalition des patrons ou celle des ouvriers est absolument libre.

Dans ces conditions, il semble qu'il eut été logique de supprimer purement et simplement les articles 414 et 415, ainsi que le proposait un amendement (1) présenté par un certain nombre de députés et défendu à la tribune par Jules Simon qui, en même temps qu'il critiquait les dispositions du projet de loi, s'efforçait de montrer l'inutilité d'une législation spéciale en présence de l'existence des textes du droit commun.

Quoiqu'il en soit de la modification législative adoptée par la majorité, il résulte que toutes les coalitions sont dorénavant libres et licites. La loi nouvelle ne punit plus, en effet, que les faits de violence et de fraude et, supprimant le délit de coalition, elle le remplace par un délit nouveau, le délit d'atteinte à la liberté du travail.

La loi rencontra des résistances très vives au Corps législatif et au Sénat. Dans un article de la *Revue Critique*, de 1864, M. Batbie affirma même que la majorité du Parlement y restait absolument hostile et qu'elle ne l'avait votée que pour ne pas se mettre en opposition avec le gouvernement qui l'avait présentée et en avait pris l'initiative.

A cette époque, le Sénat avait, on le sait une prérogative importante. Il n'avait pas le droit de discuter en

(1) *Moniteur universel*, 20 janvier 1864, p. 90.

détail les lois ou propositions de lois votées par le Corps législatif, mais il pouvait s'opposer à la promulgation de celles qui lui paraissaient contraires à la Constitution, à la religion, à la morale, etc. Il était armé du droit de veto (1). Certains sénateurs, et notamment le Procureur général Dupin, demandèrent qu'il fut fait usage de ce droit. Dupin déclarait la loi contraire au principe constitutionnel de la liberté du travail. « Tout se tient dans la fabrication, disait-il, et si certains ouvriers cessent de travailler, tous devront faire de même (2). » Il y a ainsi une pression des coalisés sur les autres : il en résulte une atteinte à la liberté du travail. Pour d'autres sénateurs, la coalition était une atteinte au droit de propriété. La loi qui leur était soumise était donc contraire au principe constitutionnel du respect dû à la propriété, ayant pour effet de compromettre les capitaux des fabricants.

Devant ces résistances, les auteurs de la loi crurent devoir plaider, pour ainsi dire, les circonstances atténuantes. On les vit essayer de rassurer les députés ou sénateurs alarmés en leur faisant remarquer que la loi nouvelle ne supprimait pas les restrictions depuis longtemps existantes au droit de réunion ni au droit d'association.

Finalement la loi fut votée le 25 mai 1864 ; elle modi-

(1) Voir à cet égard les articles 25 et 26 de la Constitution du 14 janvier 1852.

(2) Séance du 17 mai 1864. *Moniteur universel*, 18 mai 1864, p. 699.

fait ainsi qu'il suit les articles 414 et suivants du code pénal :

Article 414 : « Sera puni d'un emprisonnement de six jours à trois ans, et d'une amende de seize francs à trois mille francs, ou de l'une de ces deux peines seulement, quiconque, à l'aide de violences, voies de fait, menaces ou manœuvres frauduleuses, aura amené ou maintenu, tenté d'amener ou de maintenir une cessation concertée du travail dans le but de forcer la hausse ou la baisse des salaires ou de porter atteinte au libre exercice de l'industrie ou du travail. »

Article 415 : « Lorsque les faits punis par l'article précédent auront été commis par suite d'un plan concerté, les coupables pourront être mis, par l'arrêt ou jugement, sous la surveillance de la haute police pendant deux ans au moins et cinq ans au plus. »

Article 416 : « Seront punis d'une emprisonnement de 6 jours à 3 mois et d'une amende de 16 francs à 300 fr. ou de l'une de ces deux peines seulement, tous ouvriers, patrons ou entrepreneurs d'ouvrage qui, à l'aide de défenses, proscriptions, interdictions prononcées par suite d'un plan concerté, auront porté atteinte au libre exercice de l'industrie ou du travail. »

La réforme ainsi réalisée était très incomplète. La loi de 1864, en effet, donnait aux ouvriers une liberté dénuée des libertés corrélatives qui seules pouvaient la rendre efficace. Or, il est difficile de concevoir que les coalitions puissent être pleinement libres, surtout les coalitions

ouvrières, si les ouvriers ne jouissent pas de la liberté de réunion, et au moins d'une certaine liberté d'association.

Pour la liberté de réunion, cela est évident. Les ouvriers ne sont pas logés dans des conditions qui leur permettent de se réunir, même en petit nombre ; ils sont obligés de recourir aux réunions publiques. Or, en 1864 la liberté de réunion n'existait pas en France. Il y avait là, incontestablement, une singulière restriction à la réalité du droit de coalition. Au Corps législatif, lorsque l'objection fut faite, le gouvernement répondit qu'on autoriserait les réunions toutes les fois que l'objet en serait légitime. Il n'en reste pas moins que, tant qu'il fallait une autorisation administrative ou gouvernementale pour tenir une réunion, les ouvriers pouvaient justement soutenir que l'exercice du droit de coalition, qu'on avait prétendu leur reconnaître avec une si large libéralité, était en réalité subordonné au bon plaisir du gouvernement,

Cette situation ne dura d'ailleurs que peu d'années. La loi du juin 1868 vint, en effet, reconnaître la liberté de réunion dans une mesure suffisante.

Mais cette loi ne reconnaissait pas la liberté d'association. Dès que les réunions devenaient fréquentes, régulières, l'interdiction de l'association pouvaient permettre de les atteindre ; la loi n'ayant pas touché aux articles du code qui interdisaient l'association de plus de vingt personnes (art. 29, et suiv.)

Or une certaine liberté d'association est également

nécessaire à l'exercice du droit de coalition: Si l'on veut que les ouvriers puissent diriger la campagne de façon utile, il est nécessaire qu'ils s'organisent, il est indispensable qu'ils nomment un comité directeur, que ce comité directeur établisse des relations durant au moins autant que la grève, entre la masse qui a cessé le travail et les dirigeants. Mais ce comité, c'est l'association interdite. Les auteurs même de la loi de 1864, l'avaient formellement reconnu. « La loi, fut-il dit, au cours de la discussion, maintient formellement les dispositions qui soumettent à des formes déterminées les associations et les réunions. »

Des affirmations de ce genre étaient bien la reconnaissance que l'absence du droit de réunion et du droit d'association apportait à la liberté de coalition de si graves restrictions que, tant que ces deux libertés ne seraient pas reconnues, on ne pouvait pas dire que la coalition fût libre.

Les faits, et notamment la jurisprudence, ne tardèrent pas à montrer combien ces observations étaient exactes. Voici un exemple qui indique bien la nécessité d'un certain droit d'association pour l'exercice de la coalition. En 1865, les veloutiers de Saint-Etienne, avaient décidé une cessation du travail et avaient pensé qu'il était indispensable d'organiser quelque peu les ouvriers en grève, afin de donner à leur mouvement l'unité et la direction nécessaire. Un comité central de six membres avait d'abord été créé; pour le relier à la masse des grévistes, on

avait divisé la ville en quatre sections, chacune étant divisée en groupes dont chacun ne comprenait pas vingt ouvriers, afin de ne pas tomber sous le coup des articles 291 et suivants du Code pénal. Les chefs de sections recevaient les ordres et communications du comité central, les transmettaient aux chefs de groupes et ceux-ci prévenaient les individus composant le groupe. Le 19 octobre 1865, à la suite de perquisitions faites chez le Président du Comité central, les six membres de ce comité furent traduits en police correctionnelle et condamnés à des peines d'amende et d'emprisonnement pour association illicite, le tribunal correctionnel n'admettant pas que cette organisation fût autre chose qu'une association « La coalition, dit le jugement, suppose une entente accidentelle et non une organisation permanente, susceptible d'une durée indéfinie. » Cette décision fut confirmée par la Cour de Lyon et par la Cour de cassation (1).

Dans un cas semblable, la même solution fut appliquée à l'égard du comité qui, se distinguant de la coalition dont il aurait eu pour objet de favoriser le succès, se serait constitué en vue de survivre à celle-ci et d'organiser la résistance permanente des ouvriers d'une même spécialité industrielle contre les patrons (2).

Mais, aujourd'hui, cette question préalable ne se pose

(1) *Cass.*, 23 février 1866. 1. 89. Voir le rapport de M. le conseiller Legagneur.

(2) *Cass. crim.*, 7 février 1808. D. P. 1808. 1. 415.

plus, puisque nous avons le droit de réunion accordé par la loi de 1881 et le droit d'association reconnu par les lois de 1884 et de 1901.

La première de ces deux lois, celle du 23 mars 1884, en même temps qu'elle venait consacrer la liberté des associations professionnelles, abrogeait l'article 416 du Code pénal dans des conditions qu'il nous reste maintenant à rappeler.

**§ VI. — L'abrogation de l'article 416 par la loi
du 21 mars 1884.**

L'article 416 du Code pénal, nous l'avons vu, punissait les « amendes, défenses, proscriptions, interdictions prononcées par suite d'un plan concerté. » Deux conditions étaient nécessaires pour que son application fût possible. Il fallait, en premier lieu, que ces défenses, amendes, proscriptions, eussent porté atteinte au libre exercice du travail ou de l'industrie et, en second lieu, qu'elles eussent été le résultat d'un plan concerté. Le plan concerté était ici l'un des éléments constitutifs du délit et non plus une cause d'aggravation ; l'acte individuel qui n'aurait pas été le résultat d'un plan concerté ne serait pas tombé sous le coup de cet article.

Déjà, dans la discussion de la loi de 1864, la rédaction de cet article avait été vivement attaquée. C'était surtout, en s'appuyant sur ses dispositions que l'opposition avait soutenu qu'en réalité, la loi de 1864 ne donnait pas ce

qu'elle promettait, c'est-à-dire la pleine et entière liberté de coalition. Jules Favre, notamment, avait très justement observé : « La lecture de cet article va faire disparaître toute confusion sur cette prétendue liberté. Avec un tel article, si j'avais l'honneur de faire partie du ministère public, on pourrait me donner une coalition quelconque et je me ferais fort d'y trouver quelques-uns des délits énoncés dans cet article ». En effet, il y a peu d'ententes, de coalitions ouvrières ou patronales où l'on ne puisse trouver quelques-uns des faits rentrant dans l'énumération de l'article 416. Qui dit entente, dit, pour ainsi dire, nécessairement engagement pris par les coalisés, les uns vis-à-vis des autres. Or, cet engagement devra toujours être, de quelque façon, sanctionné par une amende, des proscriptions d'ordre moral. On ne peut concevoir une entente commune sans une réprobation à l'égard de ceux qui trahiraient la cause commune, réprobation qui se traduira toujours par des faits qui pourront être considérés comme des mises à l'index.

La jurisprudence se chargea de montrer que les craintes ainsi formulées n'étaient pas aussi excessives qu'on le disait. La grève des veloutiers de Saint-Etienne fournit un exemple de ce que la jurisprudence entendait par les défenses, les proscriptions punies par l'article 416. Le comité, mis à la tête de l'organisation des ouvriers grévistes, crut pouvoir ou devoir dans certains cas, accorder à des ouvriers ou à des contremaîtres la permission de continuer le travail ; cette permission n'était pas accordée

à tout le monde ; le comité jugeait, d'après les circonstances, s'il devait ou non l'accorder. Le refus de cette permission fut considéré par le tribunal de Saint-Etienne, puis par la Cour de Lyon, et enfin, par la Cour de cassation, comme une interdiction tombant sous les incriminations de l'article 416 (1).

Plus tard, le tribunal correctionnel de la Seine fit application d'une doctrine analogue. En 1880, la Société de Secours mutuels des chapeliers de Paris dirigeait le mouvement ouvrier dans cette corporation. Une assemblée générale avait, en septembre 1880, décidé que quarante-sept ouvriers quitteraient un atelier où ils travaillaient et où les conditions ne paraissaient pas suffisantes aux directeurs de l'association. La société fut poursuivie et ses directeurs condamnés, parce que, disait le jugement du 6 décembre 1881, sur les quarante-sept ouvriers, il y en avait eu dix-sept qui n'avaient quitté l'atelier que dans la crainte d'être exclus de la Société de Secours mutuels. Le jugement, lui-même, reconnaît qu'il n'a pas été établi que cette menace ait été, avant ou après le vote de la résolution, expressément formulée, mais, dit-il, « cette circonstance dans l'espèce importe peu, en présence de l'aveu même des prévenus que, dans les traditions de la société, cette menace était permanente et toujours sous-entendue en cas de résistance aux volontés de l'assemblée générale ».

(1) V. arrêt cité. *Cass.*, 23 février 1866. D. 66, 1. 89.

Devant de telles conséquences, une réforme législative semblait très désirable. Et cependant, le projet de loi sur les syndicats professionnels, déposé le 20 novembre 1880, maintenait, non seulement les articles 414 et 415, mais aussi l'article 416. L'exposé des motifs invoquait l'existence de ces articles comme propre à rassurer ceux que pouvait effrayer la reconnaissance que la loi proposait d'accorder aux syndicats professionnels.

Au contraire, la commission de la Chambre, chargée de l'étude du projet, se prononça contre leur maintien. Dans le rapport, fait au nom de la Commission et déposé le 15 mars 1881, M. Allain-Targé soutenait que le droit commun devait suffire à protéger les intérêts légitimes, à punir les faits délictueux qui se produiraient à l'occasion des coalitions et des grèves, qu'il n'y avait aucune raison pour créer des délits ouvriers, une législation plus sévère pour les infractions qui pouvaient se commettre à l'occasion des coalitions. Cependant, la Commission et son rapporteur ne concluaient pas à la suppression des articles 414, 415, 416 ; ils demandaient simplement leur non-application aux syndicats professionnels.

Même ainsi limitées, les propositions de la Commission furent très vivement discutées au cours des débats devant la Chambre. M. Ribot, particulièrement, se prononça très nettement contre la suppression des articles 414 et 415. Il s'attacha à démontrer qu'il pourrait y avoir des inconvénients à supprimer ces articles au moment où l'on

reconnaissait la liberté syndicale (1). Il invoquait, en faveur du maintien de ces dispositions, la législation anglaise qui, en effet, contient des prescriptions spéciales à certains délits ouvriers qui se réalisent d'ordinaire à l'occasion des grèves. M. Ribot reconnaissait d'ailleurs que la rédaction de ces articles pouvait donner lieu aux plus justes critiques. Mais il ajoutait ; « Ne serait-il pas impolitique d'affaiblir la répression des délits matériels de violence, précisément au moment où l'on étend la liberté des syndicats professionnels et des associations ? » Mais en même temps, M. Ribot se prononçait contre le maintien de l'article 446. Il disait : « Du jour où il est permis aux syndicats de vivre, il faut qu'ils puissent user de quelques sanctions contre ceux qui ne respecteraient pas les règlements ou les décisions du syndicat. Cette sanction sera nécessairement quelque défense, proscription, amende... Or, ajoutait-il, il est incontestable que, si vous donnez aux syndicats la liberté de s'organiser avec la pensée qu'ils peuvent s'organiser à l'état de lutte, il faut leur permettre de procéder, au moins vis-à-vis de leurs membres, par certaines sanctions, par certaines amendes ou interdictions dont nous n'admettons pas la validité au point de vue du droit civil et qui, au point de vue du droit pénal, ne peuvent pas être l'objet d'une incrimination » (2).

(1) *Journal officiel*. Débats parlementaires. Chambre, séance du 17 mai 1881.

(2) *Journal officiel*. Débats parlementaires. Chambre. Séance du 18 mai 1881.

L'opinion de M. Ribot prévalut à la Chambre. Celle-ci se prononça, en définitive, pour le maintien des articles 414 et 415 et supprima seulement l'article 416.

Cet article trouva cependant des défenseurs au Sénat, M. Marcel Barthe, dans son rapport du 24 juin 1882, considérait l'article 416 comme se liant étroitement et logiquement avec les autres. Ceux-ci ne visaient que les violences graves ; l'article 416 prévoyait des violences légères, sans doute, mais abusives ; c'était désarmer le gouvernement que de supprimer cet article. Ces arguments convinquirent le Sénat, en 1882, mais la Chambre ayant affirmé sa première opinion, dans une nouvelle délibération, le Sénat céda en janvier 1884.

De la législation pénale, relative à la liberté du travail, ne subsistent donc plus actuellement que les articles 414 et 415, tels qu'ils ont été modifiés par la loi de 1864. Dans les développements qui vont suivre, nous allons étudier les conditons d'application de ces deux dispositions et les conséquences pratiques de l'abrogation de l'article 416.

CHAPITRE II

LE RÉGIME ACTUEL

La législation, actuellement en vigueur, ayant pour but de protéger la liberté du travail, se résume dans les textes suivants :

1° Article 414 du Code pénal, avec la rédaction nouvelle résultant de la loi de 1764 ;

2° Article 415 du même Code, également modifié en 1864, sous la réserve que la peine de la surveillance de la haute police est aujourd'hui supprimée et remplacée par l'interdiction de séjour. (Loi du 25 mai 1885. art. 19).

En outre, l'abrogation de l'article 416 a donné lieu à une jurisprudence civile des plus intéressante, dont il est indispensable de connaître la portée d'application. Ce sont ces deux dispositions pénales et cette jurisprudence qu'il importe maintenant d'étudier.

§ I. — Conditions d'application des articles 414 et 415.

Depuis 1864, la coalition est permise, soit entre patrons soit entre ouvriers. Les uns et les autres peuvent donc se

concerter librement, soit en vue d'agir sur le taux des salaires, soit pour tout autre objet se rattachant aux conditions du contrat de travail.

Mais la loi prohibe, sous peine d'un emprisonnement de six jours à trois ans et d'une amende de 16 à 3.000 fr., ou de l'une de ces peines seulement, les violences ou voies de fait, les menaces ou manœuvres frauduleuses employées par les coalisés contre les dissidents (art. 414 modifié par la loi de 1864). Les faits prévus par cette disposition constituent le délit d'atteinte à la liberté du travail, nettement distinct de l'ancien délit de coalition : les dits faits ne supposent aucun concert, aucune entente collective ; même émanés d'un ou de plusieurs individus, agissant isolément, ils peuvent servir de base à la répression. Toutefois, l'existence d'un plan concerté pour l'exécution des faits délictueux visés par l'article 414, constitue une circonstance aggravante ; d'où la faculté, conférée au juge par l'article 415, de placer, en pareil cas, les coupables sous la surveillance de la haute police, avant la loi du 27 mai 1885, depuis cette loi, de leur infliger la peine de l'interdiction de séjour.

Telle est l'idée générale de la législation actuelle.

Il nous faut maintenant examiner de plus près les éléments du délit puni par ces articles. Il faut en distinguer deux (1) :

V. Garraud. *Droit pénal*, t. VI, nos 2241 et suivants. — Garçon. *Code pénal annoté* (collection Sirey) sous l'art. 414, pp. 159 et suiv.

1° Il faut que certains moyens de contrainte illicites aient été employés par les ouvriers ou les patrons.

2° Il faut que ces moyens illicites aient été employés dans le but de porter atteinte au libre exercice de l'industrie ou du travail.

Reprenons successivement l'un et l'autre de ces deux éléments.

I. — Moyens illicites

Pour qu'il y ait délit d'atteinte à la liberté du travail et de l'industrie, dans le sens de l'article 444, il faut tout d'abord que la cessation du travail ait été amenée ou maintenue au moyen d'une contrainte physique ou morale résultant d'actes de violence, de voies de fait, de menaces ou de manœuvres frauduleuses. Ces moyens de contrainte forment ce que le rapport sur la loi de 1864, classait dans la catégorie des atteintes graves à la liberté du travail, par opposition aux atteintes légères qui étaient punies de peines moins rigoureuses par l'article 446.

La loi n'a pas donné de définition spéciale des actes qu'elle punit comme portant atteinte à la liberté du travail. Elle a choisi intentionnellement « les expressions dont la signification fut séculairement fixée dans la langue juridique et sur la portée desquelles le sens commun parlât comme le législateur » (1).

(1) Rapport de M. Emile Ollivier, au Corps législatif (Procès-verbaux du Corps législatif, 1864, t. IV, p. 536) et encore dans D. P. 64. 4. 58, n° 22.

Les moyens illicites prévus par la loi, sont les suivants :

1^o Violences et voies de fait.

Il faut entendre ici par violences, seulement les violences physiques et non les violences morales. Le rapport de M. Emile Ollivier ne laisse aucun doute à cet égard. « La violence, y est-il dit, doit, en général, se manifester par des coups et blessures ; elle peut aussi exister sans cela. Ainsi, l'on se rend coupable de violence, lorsque, sans frapper, on saisit au corps, on jette à terre, on arrache les cheveux, on crache au visage. » Les violences morales, suivant les circonstances, pourront être qualifiées menaces ou, jointes à d'autres faits, manœuvres frauduleuses, autres moyens de porter atteinte à la liberté du travail (1).

L'expression voies de fait désigne plus spécialement les violences légères, qui n'occasionnent aucune blessure, y compris même ces voies de fait dépourvues de tout caractère de gravité qui, de droit commun, n'entraîneraient que l'application d'une peine de simple police, aux termes de l'article 605 du Code de brumaire an IV, lequel, d'après la jurisprudence, n'a point été abrogé par l'article 311 du Code pénal (2). C'est intentionnellement que le législateur a employé cumulativement les expressions de violences et de voies de fait. Il a manifesté son intention formelle de punir, lorsque la liberté du travail

(1) V. Garraud, *op. cit.*, n^o 2441, 2^o.

(2) *Cass.*, 7 janvier 1881. D. 81. 1. 278.

se trouve menacée, tous les actes de violences. Il est hors de doute que les voies de fait sans gravité, lorsqu'elles interviennent dans l'hypothèse prévue par l'article 414, dégénèrent en un délit correctionnel, passible des peines édictées par ledit article. Ainsi, un jugement du tribunal correctionnel de Saint-Etienne, en date du 31 octobre 1890, a pu considérer comme constituant une voie de fait, prévue et punie par l'article 414, le fait, par des grévistes de se placer devant un ouvrier, et de l'empêcher de se rendre à son travail, sans toutefois porter la main sur lui (1). Dans l'espèce, les prévenus, réunis en groupes hostiles, avaient entouré un ouvrier se rendant à la mine et s'étaient ainsi opposés à son passage tout en affectant de ne point le toucher avec les mains. Malgré cette précaution, ils n'évitèrent pas la condamnation pour voie de fait prononcée contre eux.

2° Menaces.

Le mot « menaces » est pris ici dans un sens très large. D'après le droit commun, tel qu'il résulte des articles 305, 308 du Code pénal, les menaces simplement verbales ne sont pas punissables, à moins qu'elles ne soient accompagnées d'un ordre ou d'une condition. Sans cet ordre ou cette condition, dit M. Boitard, « les menaces ne sont pas considérées comme ayant le caractère d'une résolution arrêtée : elles sont regardées comme l'expres-

(1) Tribun. corr. St-Etienne, 31 oct. 1890 (*La Loi* du 9 nov. 1880).

sion insignifiante et éphémère de la vivacité et de l'irréflexion. » (1). Ainsi, pour que les menaces soient punissables, il faut qu'elles affectent un caractère sérieux et réfléchi. Ce n'est pas l'intention ni la résolution de commettre l'acte que la loi punit, c'est l'atteinte réelle à la sécurité, la contrainte morale produite sur la victime par la menace elle-même (2). Dans son rapport au Corps législatif, Monseignat le disait en termes exprès : « La simple menace verbale, qui n'a pas le caractère distinctif de préméditation ou d'intention criminelle, n'est soumise à aucune peine, elle est regardée comme jactance, insignifiante, éphémère et sans conséquence de la vivacité et de l'irréflexion. »

Conformément à ces principes, la Cour de cassation a maintes fois décidé que des menaces de mort, sans ordre ni condition, ne sont punissables qu'autant qu'elle ont été faites par écrit, et, notamment, qu'est nul le jugement d'un conseil de guerre qui a appliqué l'article 306 du Code pénal à un inculpé reconnu coupable d'avoir proféré des menaces de mort de ce genre.

L'article 414, au contraire, vise, dans sa généralité, les menaces faites avec ou sans ordre, avec ou sans condition, et quelle que soit la nature du mal qui y est énoncé. Il n'est pas nécessaire pour qu'elles soient punissables,

(1) Leçons de droit criminel.

(2) Garraud, *op. cit.*, t. V, n° 642 ; Rossi : *Traité de Droit pénal*, t. II, p. 257 ; Le Poittevin : *Dictionnaire des parquets*, Vo Menaces, n° 2.

lorsqu'elles interviennent en vue de soutenir une coalition, que les conditions prévues par les articles 305 et 308 du Code pénal soient réunies, c'est-à-dire qu'il s'agisse de menaces écrites, ou de menaces verbales faites avec ordre ou sous condition.

En principe, dit M. Garçon (1), « toutes les menaces qui ont pour but d'amener un ouvrier à prendre part à une grève rentrent dans les prévisions du texte de l'art. 414. Peu importe que ces menaces soient verbales ou écrites ou manifestées par gestes, peu importe encore le mal que la personne menacée ait à redouter : la loi ne distingue pas ».

La jurisprudence est fixée dans ce sens qu'il ne s'agit pas seulement ici de menaces de violence sur la personne, mais même de toutes paroles de nature à donner à celui auquel elles sont adressées de sérieuses craintes, soit pour sa sécurité personnelle, soit pour la liberté de son travail. On lit, en effet, dans un jugement du tribunal correctionnel de la Seine, en date du 9 août 1888 :

« Attendu que les menaces de X... sont bien de nature à inspirer de telles craintes, qu'il résulte, en effet, de la déclaration d'un témoin entendu qu'il est au pouvoir de la chambre syndicale d'empêcher, dans certains cas, les ouvriers de trouver aucun travail de leur profession, pour les punir, soit d'avoir continué de travailler pour les patrons mis à l'index, soit même d'avoir fait une sou-

(1) Garçon. *Code pénal annoté*, p. 159.

mission, jugée tardive, à ses décisions ; attendu que les menaces de X... ont manifestement ce caractère ; qu'en effet, après avoir allégué l'impossibilité de trouver un patron en remplacement de celui qu'il voulait faire abandonner à X..., il s'emporte presque immédiatement contre lui, lui adresse les plus vifs reproches qu'il termine par l'annonce d'une lutte inexorable contre lui, etc .. (1). »

Pendant, la menace cesserait d'être délictueuse si elle consistait uniquement à annoncer l'intention d'exercer un droit et d'accomplir un acte licite, encore bien que cet acte puisse causer un dommage à la personne menacée. Sans doute, cette menace peut encore peser sur sa volonté ; elle peut avoir pour but et pour effet de la contraindre à participer à une cessation concertée de travail. Elle peut porter une grave atteinte à sa liberté individuelle, mais il est impossible de la considérer comme délictueuse. La raison en est simple et décisive : on pourrait, sans délit, réaliser le mal annoncé, la seule menace de sa réalisation éventuelle ne peut pas être coupable.

Quoi qu'il en soit, ont été condamnés correctionnellement, par application de l'art. 444 :

— Des ouvriers qui, avec une bande nombreuse de grévistes, avaient assailli et entouré une propriété privée dans le but de contraindre deux ouvriers qui y travaillaient à abandonner le travail. (Grenoble, 17 juillet 1901, S. 1903, 2,30).

(1) *Gazette du Palais*, 1888. 2. 524.

— Un individu qui, dans une grève, avait dit à haute voix : « S'il y en avait 50 comme moi je démolirais toutes les fabriques » et qui avait lancé un gros morceau de mâchefer, sans causer d'ailleurs aucun dommage, contre la façade de l'usine, alors inoccupée, se rendant ainsi coupable, à la fois, de violences, voies de fait et menaces. (Douai, 18 avril 1867, D. 67, 2, 246).

— Des individus qui avaient monté la garde de jour et de nuit autour d'une ferme, se relayant tour à tour, dans le but manifeste d'empêcher le personnel de se rendre au travail, alors d'ailleurs que dix ou douze grévistes s'avancèrent pour barrer le passage toutes les fois que les ouvriers essayaient de sortir, et qu'ils avaient même poursuivi l'un d'eux à coups de pierres. (Trib. Corr. Provins, 10 juillet 1907, Journ. des Parq. 1907, 149) (1).

Mais la loi française, à la différence de certaines lois étrangères, telles que les lois anglaise (avant 1906), américaine ou belge, n'ayant pas déclaré punissables les simples faits d'intimidation, tels que le *rattening* ou le *picketing*, (enlèvement d'outils sans violence aux abords des ateliers), on peut décider, suivant les espèces et les circonstances, que ces faits ne sont pas susceptibles de poursuites pénales, soit comme menaces, soit comme manœuvres frauduleuses (2).

(1) V. l'indication d'une jurisprudence très complète sur la matière dans Garçon, *Code pénal annoté*, p. 160, nos 37 à 51.

(2) Vaillé : *Les coalitions ouvrières et les grèves*, 1901, 224. *Contra* : Fabreguettes : *La question sociale*, p. 79, et un jugement du

3° *Manœuvres frauduleuses.*

C'est le troisième moyen de perpétration du délit prévu par l'article 414. Cette expression est plus élastique encore que les précédentes, et il est assez difficile d'en préciser le sens.

La même expression se retrouve dans un article voisin du Code pénal, l'article 405, relatif au délit d'escroquerie. En cette matière, on entend généralement par manœuvre frauduleuse : « une certaine combinaison de faits, une machination préparée avec plus ou moins d'adresse, une ruse ourdie avec plus ou moins d'art (1). » En outre, en matière d'escroquerie, il faut que les machinations revêtent une forme extérieure : la jurisprudence et la doctrine sont d'accord pour admettre que les mots de l'article 405 « manœuvres frauduleuses » impliquent l'existence, non de paroles seulement, mais aussi d'actes destinés à tromper des tiers. Ce que la loi punit, dit M. Garraud, à propos de ce texte, « c'est un fait extérieur, une combinaison, une machination préparée à l'avance ; en un mot, une mise en scène qui a pour but de donner crédit au mensonge et qui est destinée à tromper les tiers....., l'existence de faits « artificieusement

tribunal correctionnel de Montluçon du 30 mai 1906, d'après lequel tomberait sous le coup de l'art. 414 le seul fait, par des ouvriers grévistes, de se réunir en groupes compacts aux abords de l'usine et d'en interdire l'entrée « sur un ton impérieux et avec des gestes résolus », D. 1907. 5. 44.

(1) MM. Chauveau et Faustin Hélie, *op. cit.*, 5e édit., t. 5, n° 2203.

combinés pour donner au mensonge l'apparence de la vérité » (1).

Dans son rapport sur la loi de 1864, M. Emile Ollivier a indiqué que l'existence du délit qui nous occupe était subordonnée à la réunion des quatre conditions suivantes :

a) La fraude, c'est-à-dire, un acte accompli de mauvaise foi ;

b) Des actes artificieusement combinés pour surprendre la confiance ;

c) Des actes de nature à faire impression sur ceux dont on se propose de forcer l'adhésion.

d) Des manœuvres qui aient été déterminantes, c'est-à-dire, qui aient effectivement porté atteinte, par le moyen d'une coalition, à la liberté des patrons ou des ouvriers.

On voit ainsi, combien cette paraphrase de l'expression *manœuvres frauduleuses*, malgré sa précision apparente, laisse de liberté d'appréciation aux tribunaux.

La Chambre des Requêtes a jugé qu'il y avait manœuvres frauduleuses, dans le sens de l'article 414, lorsqu'il est constaté, d'une part, que, par suite d'un concert organisé, des tiers ont, pour triompher de la résistance d'un patron, mené une campagne caractérisée par des propos injurieux et diffamatoires, des imputations et des

(1) Garraud, *Traité théorique et pratique du Code pénal*, t. V, n° 249.

fausses nouvelles, émises de mauvaise foi et que, d'autre part, ils se sont associés à la propagande des embauchages entreprise pour déterminer, au moyen de remises d'argent, les ouvriers à quitter l'usine. (Cass. Req. 29 juin 1897, aff. Rességuier c. Jaurès) (1).

Un jugement du tribunal de Montluçon a considéré comme des manœuvres frauduleuses le fait, par le secrétaire d'une Bourse de Travail, de délivrer des laissez-passer au moyen desquels les ouvriers qui en étaient pourvus étaient seuls autorisés par les grévistes à pénétrer dans les usines, alors d'ailleurs que ce secrétaire ne pouvait ignorer qu'il n'avait pas qualité pour délivrer ces laissez-passer et qu'il commettait ainsi, de mauvaise foi, des actes qui avaient pour but de surprendre la confiance des ouvriers. (Trib. de Montluçon, 30 mai 1906, D. 1907, 3, 11).

Le Tribunal de Saint-Etienne a jugé que le fait d'avoir ostensiblement, devant une usine, à la tête d'un groupe hostile, pris ou dicté à haute voix, le nom des ouvriers sortant des ateliers, constituait une manœuvre frauduleuse. (Trib. St-Etienne, 3 fév. 1893, *La Loi*, 15 février).

Mais un arrêt de la Cour d'appel de Grenoble semble avoir reconnu qu'un syndicat a le droit de faire noter à la porte de l'usine le nom des ouvriers faisant partie de l'association qui refusent de se soumettre à une décision collective de faire grève. (Grenoble, 18 juill. 1901, S. 1903, 2, 30) (2).

(1) S. 97. 4. 17, note Esmein.

(2) Pour plus de développements, v. Garçon, *Code pénal annoté*, p. 162, nos 57-64.

II. — But illicite.

La deuxième condition requise pour l'existence du délit spécial prévu par les articles 414 et 415 réside dans le but poursuivi. Il faut que les différents actes dont nous venons de parler : violences, voies de fait, menaces ou manœuvres frauduleuses, aient eu pour but de porter atteinte, par une cessation simultanée de travail, à la liberté soit du patron, soit de l'ouvrier.

M. Garçon estime, avec raison, qu'il faut ici, pour faire une analyse exacte des éléments constitutifs du délit, distinguer deux conditions :

1° Une relation de cause à effet entre les violences, menaces ou manœuvres frauduleuses, et une cessation concertée de travail ;

2° La circonstance que cette cessation concertée de travail ait eu pour but de faire hausser ou baisser les salaires, ou de porter atteinte au libre exercice de l'industrie et du travail (1),

Emploi de moyens illicites dans un but illicite : tels sont les deux éléments dont la réunion, en l'état actuel de la législation, est nécessaire pour constituer le délit d'atteinte à la liberté du travail prévu et puni par les articles 414 et 415 du Code pénal. Ces deux conditions, si elles sont nécessaires, sont aussi suffisantes. Il n'est pas indispensable que les actes incriminés émanent d'un ou-

(1) V. Garçon. *Code pénal annoté*, p. 163.

vrier : s'ils sont le fait d'un tiers, d'un journaliste, par exemple, ou d'un homme politique intéressé pour des raisons de parti au succès de la grève, ils n'en sont pas moins délictueux. Mais la responsabilité pénale du tiers ne saurait être engagée s'il s'était borné à conseiller les actes incriminés, et s'il ne pouvait, à raison des circonstances, être considéré ni comme co-auteur, ni comme complice des voies de fait, menaces ou manœuvres imputées aux grévistes (1).

§ II. — Les conséquences de l'abrogation de l'article 416.

L'article 1^{er} de la loi du 21 mars 1884 a supprimé, nous l'avons dit, l'article 416 du Code pénal.

De cette suppression résultent, au point de vue pratique, les conséquences suivantes :

1° Le fait de se concerter en vue de préparer une grève n'étant plus un délit, l'interdiction des établissements industriels, prononcée par une assemblée générale d'ouvriers, ne constitue de leur part que l'exercice d'un droit, même lorsqu'ils ont eu recours pour atteindre ce but, à des affiches et à des insertions dans les journaux, pourvu que l'on ne relève contre eux aucune allégation pouvant nuire à l'honneur ou à la considération de cet établissement (2).

(1) V. la circulaire ministérielle du 25 août 1884.

(2) De nombreuses décisions de jurisprudence se sont prononcées dans ce sens. V. not. : Trib. civ. de Lyon, 13 mai 1885, *Gaz. Pal.*

2° La pression exercée par les ouvriers sur les patrons, même en vertu d'un plan concerté pour obtenir par exemple, le renvoi d'un de leurs camarades, pression se manifestant notamment par la mise à l'index du patron, décrétée par un syndicat ouvrier, quelque répréhensible qu'elle puisse être dans certains cas, ne constitue plus un délit pénal depuis l'abrogation de l'article 416 (1). Ce sont des points qui ne sont ni contestés ni contestables et sur lesquels il est inutile d'insister davantage.

Mais une question devait alors se poser : la coalition, la mise à l'index, ne sont plus punissables pénalement ; mais ne peuvent-elles pas donner à ceux qui souffrent de leurs effets le droit d'obtenir des dommages-intérêts ?

En d'autres termes, les ouvriers coalisés ne peuvent-ils pas être déclarés responsables et condamnés à une indemnité envers les tiers lésés par leur intervention comminatoire, notamment envers le contremaître ou les ouvriers renvoyés de l'usine par le patron, sur les injonctions des grévistes.

La doctrine est divisée sur ce point. Pour l'école libérale, la solution de cette question devrait être cherchée

85 2°, p. 133 ; Bourges, 19 juin 1894, D. 94. 2. 441 ; Toulouse, 20 juillet 1896 et, sur pourvoi, *Cass. Req.* 29 juin 1897, D. 97. 1. 537 ; Limoges, 10 juin 1902, S. 1903. 2. 223 ; *Cass. civ.* 25 janv. 1905, D. 1905. 1. 153, S. 1906. 1. 209.

(1) Ici encore de nombreuses décisions de jurisprudence sont intervenues en ce sens. V. not. : Grenoble, 28 octobre 1890, D. 91. 2. 241 ; *Cass. civ.* 22 juin 1892, D. 92. 1. 449 et, sur renvoi, Chambéry, 14 mars 1893, D. 93. 1. 191 ; Paris, 31 mars 1896, D. 94. 2. 184.

dans l'assimilation des collectivités aux individus, au point de vue de la responsabilité, en cas de brusque dénonciation du contrat de louage de services. L'ouvrier, dit-on, dans cette opinion, qui dénonce brusquement, sans préavis le contrat qui le lie au patron est passible de dommages-intérêts (art 1780 du Code civ.); la même sanction doit, logiquement, être appliquée aux ouvriers qui, en vertu d'un plan concerté, se mettent brusquement en grève, sans respecter les délais d'usage pour la cessation individuelle du travail, et, méconnaissent ainsi leurs engagements; ou, qui, sans déclarer immédiatement la grève, mettent en interdit certaines maisons et causent, de ce fait, soit aux patrons des établissements mis à l'index, soit aux ouvriers dissidents, et spécialement aux ouvriers congédiés sur les injonctions comminatoires des coalisés, des dommages-intérêts dont il est dû réparation par le syndicat. Ces dommages-intérêts pourront être recouvrés tant sur chaque gréviste individuellement que sur le syndicat promoteur de la grève (1).

La majorité de la doctrine estime, au contraire, que l'abrogation de l'article 416 n'a pas simplement fait disparaître des pénalités excessives; elle pense qu'elle a réellement eu pour résultat de conférer aux ouvriers des droits nouveaux dont l'exercice normal n'aurait engager,

(1) V. en ce sens : Paul Leroy-Beaulieu : *De la nécessité de préciser le droit de grève* (*Econ. français*, 17 août 1895, 2, p. 205); Pierre Leroy-Beaulieu : *Le droit de grève et le contrat de travail* (*Econom. français*, 4 janvier 1902, pp. 5 et suiv.).

même civilement, leur responsabilité envers qui que ce soit. En admettant, en effet, qu'un doute pût subsister au lendemain de la loi de 1864, qui reconnaissait la légalité de la coalition, mais laissait subsister les pénalités antérieures contre la mise à l'index et les proscriptions, ce doute a disparu depuis l'abrogation de l'article 416 par la loi de 1884 : le législateur de 1884 a entendu légitimer, non seulement la coalition elle-même, mais les moyens employés pour la faire aboutir, et, parmi ces moyens, la mise en interdit. La question qui se pose, en présence d'une grève brusquement déclarée, ou d'une menace de grève accompagnée de mise à l'index, n'est donc pas de savoir, comme l'affirme l'école libérale, si ce congé brusque et collectif donné par les ouvriers au patron a eu lieu sans motifs légitimes ou si cette menace de grève, non précédée de négociations amiables, a été dommageable, mais uniquement si les ouvriers n'ont pas *abusé* du droit que la loi leur reconnaît (1).

C'est au moyen de l'ingénieuse théorie de l'abus du droit que les tribunaux ont tranché les questions délicates qui leur étaient soumises, soit à propos de l'exercice du droit de grève, soit, en ce qui nous concerne plus

(1) Sur la théorie de l'abus du droit et son application à la responsabilité encourue par les grévistes ou par le syndicat promoteur de la grève, v. Charmont : *L'abus du droit* (*Revue trimestrielle de droit civil*), 1902. 413 ; Saleilles : *L'abus du droit* (*Bull. soc. d'ét. lég.*), 1905, n° 4 ; Planiol : *Traité de droit civil*, II, n° 870 et note D. 1903. 2 329.

particulièrement, à propos des mises à l'index ou en interdit.

D'une façon générale la jurisprudence décide que le fait, pour des ouvriers, de se mettre en grève, ou pour les patrons de prononcer un lock-out, constitue une brusque rupture du contrat de travail, pouvant servir de base à une action en dommages-intérêts, en faveur de celui ou de ceux qui en sont victimes (1). La règle qui régit les individus se trouve appliquée aux collectivités. L'individu qui rompt brusquement le contrat de travail le liant à un autre, abuse de son droit, outrepassé son droit. La loi du 27 décembre 1890, qui a modifié l'article 1780 du Code civil, sanctionne cet abus de droit en établissant, pour celui qui le subit, le droit et la possibilité d'obtenir des dommages-intérêts. La reconnaissance du droit de coalition n'a créé ni pour les patrons, ni pour les ouvriers une sorte de situation privilégiée pouvant les soustraire aux conséquences juridiques des engagements librement contractés par eux. La limite de ces engagements ne peut être que dans les termes de l'article 1780, puisque c'est l'unique article de notre Code qui gouverne le contrat de travail. Ainsi se justifie la solution adoptée par la jurisprudence. Elle peut paraître choquante, par ce fait qu'elle constitue une entrave inattendue au droit de coalition, il

(1) Cons. des prudhommes de Saint-Etienne, 30 janv. 1869, D. P. 70. 3. 38. Plus particulièrement : *Requ.* 18 mars 1902, avec le rapport de M. le conseiller Letellier et les conclusions de M. l'avocat général Feuilletoy, D. P. 1902. 1. 323.

est certain qu'elle est peu en harmonie avec les tendances trop fréquentes à dire et à écrire que le droit de grève est pour la classe ouvrière, un droit supérieur. Cependant, dans l'état actuel de notre législation, il est certain qu'elle est rigoureusement et strictement juridique (1).

A propos des mises à l'index ou en interdit, la jurisprudence fait application de la théorie de l'abus du droit en faisant certaines distinctions, sur lesquelles, il n'est pas inutile d'insister quelque peu.

Quelques décisions judiciaires ont reconnu aux sociétés ouvrières corporatives le droit d'intervenir auprès des patrons et d'atteindre ainsi les ouvriers indépendants ; mais d'une façon générale les tribunaux se sont prononcés en sens contraire. Examinons les arguments invoqués à l'appui de l'une et de l'autre de ces deux opinions.

1^o. Arguments en faveur du droit des syndicats.

Parmi les décisions judiciaires qui ont affirmé que les syndicats ou les coalisés ont le droit de mettre un établissement ou un ouvrier en interdit sans s'exposer à des dommages-intérêts, il faut citer surtout le jugement du Tribunal civil de Bourgoin du 11 juin 1890 (2), l'arrêt de la Cour de Grenoble, confirmatif de ce jugement, en date

(1) Cette opinion nous paraît devoir être maintenue malgré les efforts tentés par une certaine doctrine pour faire admettre que la grève n'a pas pour résultat une rupture du contrat de travail, mais seulement une suspension.

(2) D. 1891. 2. 242 ; S. 1893. 1. 42.

du 28 octobre 1890 (1), et le jugement du Tribunal civil de Lyon du 22 janvier 1892 (2). M. Raoul Jays s'est prononcé dans le même sens (3).

Dans cette doctrine, on conteste que l'article 1382 du Code civil, aux termes duquel l'auteur d'un fait dommageable illicite doit indemniser la personne qui en a souffert, soit applicable à l'hypothèse que nous envisageons.

Le syndicat qui fait congédier un ouvrier, accomplit bien, dit-on, un acte dommageable, mais il n'accomplit pas un acte illicite. Il ne peut violer le droit d'autrui, car il exerce lui-même un droit qui lui est propre. Dès lors, il convient d'appliquer le principe : *qui suo jure utitur neminem lædit*. Quelque répugnance que l'on puisse éprouver moralement à accepter cette conclusion, il est impossible, ajoute-t-on, de méconnaître qu'elle est inévitable dans l'état actuel de notre législation. Tel est l'argument capital de la doctrine favorable aux syndicats. Les décisions précitées tendent uniquement à établir cette vérité : le syndicat a usé d'un droit.

Cette proposition, une fois admise, il paraît très difficile, en effet, de faire aux syndicats l'application de l'article 1382; il faudrait admettre pour cela que le brocart : *Malitiis non est indulgendum*, traduit une vérité légale.

Mais est-il exact que le syndicat use d'un droit quand il impose au patron le renvoi d'un camarade ?

(1) D. 1891. 2. 243 ; S. 1893. 1. 44.

(2) S. 1894. 2. 306.

(3) S. 1893. 1. 41.

On a essayé de l'établir de deux manières :

1° Un ouvrier isolé a le droit, dit-on, à défaut de conventions spéciales restrictives de sa liberté, de cesser tout travail chez son patron, avec ou sans raison, ou simplement parce qu'il ne lui plaît pas d'avoir à ses côtés un ouvrier nommément désigné. Or, des ouvriers coalisés, syndiqués, agissant en vertu d'un plan concerté, ont le droit d'accomplir tout acte que l'ouvrier isolé pourrait exécuter lui-même. Ils peuvent donc faire grève ou menacer de suspendre tout travail par suite du refus du patron de se séparer de l'un de leurs compagnons.

2° On a tenté, en second lieu, de prouver le droit des syndicats en invoquant les motifs de la loi de 1884 et l'abrogation par cette loi de l'article 416 du Code pénal. La coalition, a-t-on dit, n'est pas seulement un droit pour la classe laborieuse, elle répond à une nécessité économique et sociale. Les ouvriers, sans coalitions ou syndicats, ne pourraient discuter à armes égales les conditions de leur travail : telle est la pensée qui a inspiré le législateur de 1884. Il ressort, en effet, des débats qui se sont poursuivis pendant plusieurs années, à la Chambre et au Sénat, qu'il s'est proposé de dégager entièrement le droit de coalition de toutes les entraves qui le paralysaient sous l'empire de la loi de 1864 ; il a voulu maintenir seulement les dispositions des articles 414 et 415 du Code pénal, destinés à assurer le respect de la liberté du travail.

C'est pour consacrer d'une manière indiscutable le droit de coalition qu'il a abrogé l'article 416, le seul que

l'on eut pu invoquer, en pareil cas, contre les syndicats, puisque seul il punissait, comme portant atteinte à la liberté du commerce et de l'industrie, les amendes, les mises à l'index, à l'interdit, les proscriptions d'atelier. En abolissant cette disposition, il a affirmé nettement le caractère licite de ces proscriptions, interdictions ou amendes ; il a fait entrer ces faits dans la catégorie des actes indifférents. Et il les a considérés comme tels, non seulement au point de vue pénal, mais encore au point de vue civil, car il eut fait œuvre contradictoire, une fois reconnu et proclamé le principe de la liberté de coalition, s'il avait maintenu le caractère illicite de ce qui est, en définitive, la mise en action de ce droit.

Tel est le raisonnement du tribunal civil de Bourgoin et de la Cour de Grenoble.

A cette argumentation, M. le Procureur général Ronjat et M. l'avocat général Desjardins ont répondu de la manière suivante : « De l'abrogation d'un article de la loi qui punit certains faits de l'emprisonnement ou de l'amende, vous concluez, disent-ils, que ces faits sont désormais licites, au point de vue civil. Cette conclusion n'est nullement forcée. L'abrogation d'une disposition de la loi pénale prouve, suivant les cas, ou bien que, dans l'intention du législateur, le fait est dépouillé pour l'avenir de tout caractère illicite et ne peut plus motiver aucune poursuite ni pénale ni civile, ou bien que le législateur considère le droit des citoyens comme suffisamment sauvegardé par l'action civile en réparation appar-

tenant à la partie lésée ; elle laisse donc entière la question de droit civil. »

La réponse de M. le Procureur général Ronjat et de M. l'Avocat général Desjardins nous paraît décisive ; il semble inutile d'insister sur la fausseté du raisonnement qui consisterait à dire, sans autre examen, tel fait ne constitue plus un délit pénal, donc il ne constitue plus un délit civil. Le domaine du droit pénal et celui du droit civil doivent rester distincts et les modifications apportées à l'un ne peuvent avoir de répercussion sur l'autre que si la loi le dit d'une façon expresse. A-t-on jamais songé par exemple, à soutenir que la loi qui a supprimé la contrainte par corps pour les dettes civiles aient modifié de quelque façon les obligations civiles du débiteur vis-à-vis du créancier.

Il nous semble que si les syndicats sont armés d'un droit, il faut soigneusement distinguer entre l'usage et l'abus de ce droit : nous verrons ultérieurement comment la jurisprudence a appliqué cette distinction au cas qui nous occupe.

II. — Arguments présentés contre le droit des syndicats.

D'une façon générale, la jurisprudence ne reconnaît pas, d'une manière absolue, tout au moins, aux syndicats le droit de demander aux patrons le renvoi des ouvriers dissidents. Elle fait la distinction suivante : Si la grève ou la mise en interdit a pour objet la défense des intérêts professionnels dont le syndicat a la garde, aucune

condamnation, même civile, ne saurait être encourue. Si, au contraire, il a été fait usage de ces moyens, licites en eux-mêmes, dans une pensée malveillante, soit à l'encontre du patron, à l'effet de porter atteinte à ses droits et de l'empêcher de recruter son personnel à son gré, soit à l'encontre d'un ouvrier ou d'un groupe d'ouvriers, à l'effet, par exemple, d'obtenir leur renvoi de l'usine, en ce cas l'intervention du syndicat, ou d'un groupe d'ouvriers grévistes, même non syndiqués, affecte le caractère, sinon d'une atteinte véritable à la liberté du travail punissable pénalement, tout au moins d'un dommage susceptible de servir de base à une action en responsabilité civile.

Tels sont les principes que la jurisprudence de la Cour de cassation et de la majorité des cours d'appel n'a cessé d'affirmer toutes les fois qu'elles se sont trouvées en présence d'une action en dommages-intérêts dirigée contre un syndicat ou contre un groupe d'ouvriers grévistes, par un contremaître, ou un ouvrier boycotté, menacé de renvoi ou effectivement congédié par suite de la pression exercée sur le patron (1), soit encore par le patron lui-même (2).

(1) V. de très nombreux arrêts en ce sens, notamm. : *Cass.* 22 juin 1892, D. 92. 1. 449 ; S. 93. 1. 41 (Aff. de Bourgoin-Jallieu) et sur renvoi après cassation, Chambéry, 14 mars 1893, D. 93. 1. 191 ; Lyon, 2 mars 1894, D. 94. 2. 305 et la note de M. Planiol ; Paris, 31 mars 1896, D. 96. 2. 184 (Aff. du pilori corporatif) ; Nîmes, 2 févr. 1898, *Pand. fr.* 98. 2. 203 ; Limoges, 10 juin 1902, S. 1903. 2. 233 ; Amiens, 7 juillet 1905, S. 1906. 2. 06.

(2) Trib. civ. de Douai, 7 mai 1902, D. 1903. 2. 329.

Il nous faut, tout d'abord, examiner les arguments invoqués par la jurisprudence à l'appui de ces solutions et apprécier ensuite la distinction dont nous venons de poser les termes.

Les arguments par lesquels on a refusé aux syndicats ou aux groupes de grévistes, le droit d'exiger *le renvoi des ouvriers* dissidents — c'est l'hypothèse de beaucoup la plus fréquente — sont au nombre de trois :

1^o Le premier, qui a surtout été développé à propos de l'affaire Joost contre le syndicat des imprimeurs sur étoffes de Bourgoin-Jallieu, est tiré de l'article 7 de la loi du 21 mars 1884. Cet article, dit-on, réserve à tout membre d'un syndicat professionnel « la faculté de se retirer nonobstant toute clause contraire, mais sans préjudice du droit pour le syndicat de réclamer la cotisation de l'année courante. » M. le Procureur général Ronjat en conclut ceci : « La loi annule toute clause qui pourrait lier le syndiqué, par conséquent toute sanction de cette clause ; le syndiqué s'est engagé à ne pas sortir du syndicat à peine d'amende ou de toute autre contrainte : la loi déclare qu'il ne doit pas l'amende et qu'on ne peut exercer contre lui aucune contrainte ; que, sauf la cotisation de l'année courante, le syndicat ne peut rien lui réclamer. »

Et la cour de Grenoble déclare que le syndicat peut retenir ou essayer de retenir l'associé, qui veut se retirer en faisant fermer les ateliers devant lui, en le privant de travail, en exerçant contre lui la contrainte la plus dure et la plus redoutable ! La loi dit, qu'après être entré libre-

ment dans un syndicat, on peut en sortir aussi librement sans être tenu de respecter un engagement contraire, formel, écrit, accepté expressément. La Cour de Grenoble proclame que celui qui entre dans un syndicat s'engage implicitement à remettre ses moyens d'existence aux mains de ses associés, même pour l'époque où il sera sorti du syndicat, et que cet engagement est valable (1) ! »

D'autre part, la Cour de Grenoble avait prétendu que la pression exercée par un syndicat sur la volonté d'un ouvrier dans les conditions dont il s'agit est généralement licite. Pour elle, la faculté de faire ou de ne pas faire partie d'un syndicat est une de ces facultés naturelles auxquelles on ne peut valablement renoncer. Mais tout appel au mobile intéressé destiné à faire adopter par quelqu'un l'un des partis que cette faculté comporte, de préférence à tel autre, n'est pas pour cela nécessairement coupable. « Attendu, dit la Cour de Grenoble, qu'il n'a jamais été demandé à Joost de renoncer au bénéfice de l'article 7, aux termes duquel tout membre d'un syndicat professionnel peut se retirer à tout instant de l'association, nonobstant toute clause contraire ; que s'agissant ici d'une simple faculté accordée par la loi, il appartenait à Joost de n'en pas user à telle date et dans telle circonstance ; qu'il appartenait également au syndicat d'influencer en ce sens la volonté de Joost, à la seule condition de n'avoir recours à aucun moyen coupable et que

(1) D. P. 1892. 1. 450.

les moyens dont il s'est servi n'ont pas excédé ce qui était devenu son droit strict depuis l'abrogation de l'article 416 du Code pénal. »

Non, dit M. le Procureur général Ronjat, cette pression n'est pas licite dans ce cas particulier, car elle tend à anéantir la prescription de l'article 7 de la loi du 21 mars 1884. Il faut même aller plus loin, selon nous, et dire que la pression ainsi exercée par un syndicat sur la volonté d'un ouvrier doit être considérée, en principe, et quelqu'en soit le but, et non pas seulement dans les cas où l'article 7 peut être invoqué, comme illicite, contrairement à l'affirmation de la Cour de Grenoble. Elle constitue une atteinte directe à la liberté du travail, cause à la victime un dommage réel dont il doit pouvoir demander réparation. Le droit est ici d'accord avec la justice.

2° Un second argument contre la prétention des syndicats a été déduit par la jurisprudence de l'article 3 de la loi du 21 mars 1884. Cet article, a-t-on dit, assigne à l'activité des syndicats, comme unique objet possible, l'étude et la défense des intérêts économiques de leurs membres, intérêts qui pourront être industriels, commerciaux ou agricoles, selon la nature des professions pour lesquelles le syndicat a été fondé. Cette formule est limitative à cause de l'adverbe « exclusivement » qui figure dans le texte. L'activité des syndicats n'a donc pas un champ illimité(1). Et si, comme dans l'affaire Joost, le

(1) Planiol, sous Lyon, 2 mars 1894. D. 94. 2. 305.

maintien de l'ouvrier dissident dans l'usine, pas plus que son exclusion, ne peut avoir une influence quelconque sur la hausse ou la baisse des salaires, sur les rapports des ouvriers avec le patron ou sur quelque autre condition du travail, en sorte que cette exclusion ou ce maintien soit indifférent au point de vue des intérêts professionnels des syndicats (1); si, comme dans l'affaire jugée par la Cour de Lyon, le 2 mars 1894, le conflit qui motive la demande de renvoi d'un ouvrier dissident ne se produit pas entre les ouvriers d'une usine, d'un côté, et le patron de l'autre, mais surgit entre ouvriers syndiqués, sur lesquels le syndicat s'arroe un droit de décision et auxquels il a la prétention d'imposer sa volonté en demandant le renvoi de celui qui lui résiste : alors le syndicat, en déclarant la grève ou en menaçant de le faire, viole l'article 3 de la loi du 23 mars 1884; il commet un acte illicite engageant pleinement sa responsabilité pour le dommage causé.

Ainsi apparaît la distinction précédemment indiquée entre le cas où la mise en interdit ou à l'index a pour objet la défense des intérêts professionnels dont le syndicat a la garde et celui où elle a un objet étranger à cette défense. La distinction se précise encore dans un dernier argument invoqué par la jurisprudence.

3° Pour prouver qu'un syndicat ne peut pas, sous menace de grève, légitimement demander le renvoi d'un

(1) V. Chambéry, 14 mars 1893, D. 93, 2, 192.

ouvrier dissident, on a mis en avant le vieux brocart : *Malitiis non est indulgendum*. M. le Procureur général Ronjat s'est exprimé à ce sujet de la manière suivante :

« Il faudrait se demander si ces actes, licites en eux-mêmes, ne prenaient pas le caractère d'une faute, par les circonstances dans lesquelles ils se produisaient et par le but que leurs auteurs se proposaient d'atteindre. L'usage d'un droit cesse d'être licite et engendre une action en dommages intérêts, lorsqu'il a pour unique mobile la volonté de nuire (1). »

Ainsi, en résumé, d'après la jurisprudence, la grève ou la menace de grève sous forme de mise à l'index sont illicites quand elles ont pour but de faire rentrer un ouvrier dans un syndicat, car elles tendent à priver ce citoyen d'une liberté que la loi du 21 mars 1884 a voulu explicitement lui réserver dans l'article 7. Plus généralement encore, la grève, les menaces de grève sont illicites quand elles ont un objet différent de ceux que la loi assigne, dans l'article 3, à l'activité des syndicats, c'est-à-dire, quand elles n'ont pas pour but exclusif la défense des intérêts professionnels ou quand elles ont pour objet de nuire à quelqu'un ; et dans ce cas, elles donnent naissance, en faveur de toute personne qui en souffre à une action en dommages-intérêts. Elles sont licites dans le cas contraire.

Cette distinction n'est pas seulement ingénieuse ; elle

(1) V. arrêt cité. *Cass.* 22 juin 1892, D. 93. 1. 450.

paraît aussi fort équitable. Cependant, le principe admis, il reste à apprécier comment la jurisprudence l'a appliqué.

A ce point de vue, on pourrait soutenir peut-être que la jurisprudence a fait du principe une application très étroite ; elle semble avoir été parfois trop disposée à admettre que l'intérêt professionnel ne justifiait pas la menace de grève ou la grève elle-même ; elle semble n'admettre l'existence de l'intérêt professionnel que lorsque cet intérêt est celui qui s'attache à la défense des conditions du travail.

Lorsque la mise à l'index vise un ouvrier qui accepte de travailler à un salaire inférieur à celui déterminé par le syndicat, ou de travailler plus longtemps, d'une façon générale, lorsqu'un ouvrier accepte de travailler à des conditions plus défavorables que celles jugées indispensables par le syndicat, cette mise à l'index ne donne pas lieu à des dommages intérêts (1). La jurisprudence estime dans ces cas que le syndicat n'est pas sorti de son cercle d'action légitime : la défense de ses intérêts professionnels.

Le plus souvent, il est très difficile de faire la distinction et de tracer la limite exacte entre ce qui est licite, pour la défense des intérêts professionnels, et ce qui ne l'est plus, cette défense des intérêts professionnels n'étant plus en jeu. Il faut tenir compte, en effet, de deux inté

(1) Trib. civil Lyon, 16 déc. 1896. *Bull. off. Trav.* 1897, p. 608.

rêts opposés et assez malaisés à concilier : celui du syndicat et celui de l'ouvrier ou du patron victime de ses agissements. La mise à l'index d'un établissement industriel, l'exclusion d'un ouvrier d'un atelier peuvent avoir pour ceux qui en sont l'objet les conséquences les plus graves ; d'autre part, il peut être intéressant pour un syndicat de maintenir ce qu'on peut appeler la composition syndicale d'un atelier, de tendre ses efforts dans le but d'avoir un atelier uniquement composé de syndiqués. Si l'atelier, en effet, est ainsi composé, le syndicat aura, pour la défense même des conditions de travail qui lui paraissent nécessaires, une puissance qui ira diminuant progressivement à mesure que les circonstances faciliteront l'infiltration d'éléments non syndiqués.

Il y a aussi une autre considération à faire valoir : l'action syndicale demande certains sacrifices, pécuniaires notamment, des cotisations qui tendent à devenir de plus en plus élevées. Ce fonds commun sert à défendre la cause syndicale et plus particulièrement la cause ouvrière. Mais, à ce point de vue de l'amélioration des conditions de travail, l'action syndicale profite aussi bien aux non-syndiqués qu'aux syndiqués. Il y a alors chez les syndiqués ce sentiment qu'ils sont les seuls à supporter les frais de la lutte ; ce sentiment justifie dans une certaine mesure la mise à l'index du non-syndiqué qui accepte des conditions inférieures au tarif syndical.

Ces considérations ont une grande importance et permettent de penser que la jurisprudence va un peu loin

lorsqu'elle dit que, dans ce cas, l'action syndicale n'est pas justifiée par l'intérêt professionnel.

En somme, la véritable solution paraît bien être dans l'affirmation de cette distinction déjà acceptée par la jurisprudence. Celle-ci admet l'intérêt professionnel lorsqu'il s'agit de défendre les conditions de travail existantes à l'atelier. Cependant elle ne considère la défense des conditions du travail comme justifiant l'action syndicale, que lorsque cette défense a un caractère général. Ainsi, dans un cas particulier, un syndicat de Lyon avait voulu imposer à un ouvrier de partager son salaire avec un autre ; l'ouvrier, refusant de s'incliner, le syndicat demanda son renvoi et l'obtint. La victime de cette mise à l'index intenta au syndicat une action en dommages-intérêts. Le Tribunal et la Cour de Lyon ont considéré qu'en ce cas il n'y avait pas d'intérêt professionnel engagé parce que la mesure avait un caractère individuel.

Il semble qu'il y ait là le principe d'une distinction nouvelle qui pourrait jouer heureusement dans la question de l'action syndicale visant au renvoi d'un ouvrier non syndiqué. Serait légitime l'action syndicale s'inspirant d'une considération générale de l'atelier. Serait abusif au contraire, l'acte d'un syndicat inspiré par l'esprit de vengeance contre un ouvrier qui résiste à une de ses décisions n'ayant pas pour objet l'intérêt général (1). Si la mise à l'index d'un ouvrier non syndiqué n'est pas l'effet

(1) Jay, *op. cit.*

d'une politique suivie, mais l'effet de l'irritation causée aux directeurs du syndicat par un abandon ou une trahison particulière, il y aurait abus et possibilité pour la victime d'obtenir des dommages-intérêts. Au contraire, ceux-ci ne seraient pas dus quand la mise à l'index n'aurait pour objet que le respect du contrat collectif du travail.

Peut être, pourrait-on trouver dans cette distinction le moyen de concilier les intérêts des particuliers et des syndicats.

CONCLUSION

Au cours de cette étude, nous avons indiqué, aussi exactement que possible après en avoir retracé l'histoire, l'état actuel de la législation française en ce qui concerne la protection de la liberté du travail. Elle se résume, nous l'avons vu, dans les articles 414 et 415 du Code pénal qui punissent les atteintes graves à cette liberté, l'article 416 ayant été abrogé par la loi du 21 mars 1884.

Quel a été le résultat de cette législation ? Les statistiques semblent bien démontrer que, malgré le développement des lois protectrices des travailleurs, le nombre des grèves va en augmentant et que le nombre des délits connexes à la grève accuse, lui aussi, une progression inquiétante. Ainsi, tandis que le nombre des poursuites pour faits de grève n'était, en 1885, que de 17, il s'est élevé, en 1894 à 432.

Depuis quelques années, il est vrai, la progression du chiffre des poursuites s'est arrêtée. Ainsi, d'après le *Compte général de l'administration de la justice criminelle* pour

l'année 1908 — le dernier paru — le chiffre des poursuites, cette année là, n'a été que de 239 (1). Mais, ainsi que le fait justement observer M. Pic (2), il convient de remarquer que les amnisties périodiques pour délits connexes à la grève paralysent un peu l'action des parquets, lesquels ne poursuivent plus qu'en présence d'attentats aux personnes et aux biens caractérisés.

En présence de ces résultats, un parti s'est formé, il y a quelques années au Sénat, qui estime que la Société a le droit et le devoir de se défendre contre les coalitions par un renforcement des pénalités existantes ; d'où le dépôt successif des deux propositions nettement restrictives du droit de coalition : la proposition Marcel Barthe tendant à rétablir, sous une autre forme, l'ancien article 416 du Code pénal (3), et la proposition Cordelet-Merlin, tendant à interdire les coalitions formées dans le but de suspendre ou de faire cesser le travail dans les exploitations, même industrielles, de l'Etat ou des Compagnies de Chemins de fer (4).

Il est incontestable, en effet, que l'abrogation de l'article 416 a donné une réelle puissance aux coalitions ouvrières, appuyées sur les syndicats ou fédérations syndicales, et que cette abrogation a porté, indirectement, une atteinte assez sensible à la liberté du travail.

(1) Compte général de l'administration de la justice criminelle pendant l'année 1908, tableau XXIX, p. 56, n° 55.

(2) Pic, *op. cit.*, p. 219, note 2.

(3) *Journ. off.* 15 mars 1886. Doc. parlam. Sénat, p. 131.

(4) *Journ. off.* 21 décembre 1894. Doc. parlam. Sénat, p. 247.

Cependant, il est peu vraisemblable qu'il se forme au Parlement une majorité suffisante pour voter son rétablissement. On estime généralement que les faits autrefois réprimés par l'article 416 ne constituent pas une atteinte assez grave à la liberté du travail pour légitimer une poursuite correctionnelle, d'autant plus que les coalisés, même quand la coalition est organisée, qu'elle a pour base un syndicat régulier, n'ont aucune action en justice pour exiger des dissidents le paiement des amendes (1). Si l'on remarque, d'autre part, que les coalitions purement platoniques, dénuées de tout moyen de contrainte effective même morale, sont d'une inefficacité plus que douteuse, l'on ne peut qu'approuver le législateur de 1884 d'avoir fait en quelque sorte, la part du feu et de s'être abstenu de réprimer la contrainte morale, afin de détourner les syndicats de recourir aux violences matérielles et de prévenir ainsi des troubles graves, beaucoup plus dangereux pour l'ordre social (2).

La majorité de l'opinion parlementaire, d'ailleurs, bien loin d'être favorable à une restriction quelconque du droit de coalition, serait plutôt favorable à la suppression du

(1) C'est la thèse qui a été soutenue, notamment par M. Ribot devant la Chambre. L'unique sanction de la violation par les dissidents de la solidarité ouvrière consisterait dans l'exclusion du syndicat prononcée en conformité des statuts. (Tribunal civil du Havre, 26 octobre 1894, D. 95.2. 202).

(2) V. en ce sens Bureau : *Le contrat de travail*, notamment chapitre IX : *La prétendue tyrannie syndicale*.

délit spécial d'atteinte à la liberté du travail, prévue par les articles 414 et 415 du Code pénal.

Les arguments invoqués en faveur de cette suppression sont multiples et divers.

En se plaçant sur le terrain purement juridique, on prétend, tout d'abord, que les articles 414 et 415 constituent une complication inutile de la législation pénale (1). En effet, pour qu'une pénalité spéciale doive être édictée, il faut qu'elle corresponde à une infraction spéciale. Or, l'article 414 prévoit : 1° Les violences et voies de fait ; 2° Les menaces ; 3° Les manœuvres frauduleuses. Mais les violences et les voies de fait sont déjà punies par les articles 309 et suivants du Code pénal ; les menaces sont réprimées par les articles 305 et suivants ; seules les manœuvres frauduleuses, qui constituent d'ailleurs une innovation de la loi de 1864, ne sont pas érigées en délit distinct par le Code pénal. Ainsi, dit-on, l'article 414 fait double emploi avec les articles 305 et suivants, 309 et suivants, au moins quant à ses deux premiers termes, et les pénalités du droit commun sont, évidemment, suffisamment préventives et impressionnantes.

Nous avons répondu par avance à cette objection dans la partie de ce travail consacré à l'étude de l'article 414 actuel (2). Il ne fait pas double emploi avec les articles 309 et suivants, 305 et suivants pour deux raisons :

(1) V. Sur ce point, un article de M. Barthou dans la *Nouvelle Revue* du 1^{er} févr. 1901.

(2) Voir pp. 57 et suiv.

1^o L'article 414 élève à la hauteur d'un délit les simples voies de fait, qui de droit commun ne seraient passibles que de peines de simple police, quand ces voies de fait menacent la liberté du travail.

2^o Les menaces réprimées par l'article 414 ne sont pas les mêmes que celles prévues par les articles 305 et 308. Elles ne sont pas soumises aux mêmes conditions.

En outre, dit-on encore, en se plaçant à un autre point de vue, il est illogique de considérer comme une cause d'aggravation le fait de se livrer à des voies de fait ou à des violences au cours d'une grève, dès l'instant que la coalition est reconnue licite ; plus illogique encore d'autoriser, comme le fait l'article 415, le juge à aggraver la pénalité lorsque les violences, menaces ou manœuvres ont été commises par suite d'un plan concerté, alors qu'en lui-même, le concert en vue d'exercer une pression sur le chef d'industrie, est devenu l'exercice d'un droit.

La coalition, la grève sont licites, c'est entendu ; les violences ne le sont et ne le seront jamais. Et il est indispensable de faire de la grève une circonstance aggravante pour mettre en garde les ouvriers énervés contre des entraînements irréfléchis et les directeurs ou meneurs contre des excitations coupables.

D'autre part, disent les adversaires des articles 414 et 415, c'est presque exclusivement contre une catégorie de citoyens, les ouvriers, que ces pénalités exceptionnelles sont édictées ; les délits similaires commis par les patrons

sont très difficiles à constater et échappent le plus souvent à toute répression (1).

Et ce n'est pas seulement le parti socialiste qui réclame l'abrogation des articles 414 et 415. La majorité de l'opinion, il faut le reconnaître, est favorable à la suppression de ces dispositions. Dès 1864, M. Jules Simon disait, dans un discours du 29 avril : « Nous faisons une loi, dites-vous, pour protéger les travailleurs paisibles contre les turbulents et les meneurs. Or, cette loi est inutile. En effet, il est inutile de faire une loi spéciale pour une nécessité à laquelle la loi générale a pourvu. » Plus récemment, dans un article déjà cité, de la *Nouvelle Revue*, M. Barthou écrivait : « Nous pourrions, après l'exemple de Rossi, invoquer les opinions plus récentes de M. Sauzet qui, en 1888, se ralliait au droit commun et de M. Garraud, l'éminent criminaliste,.... qui a condamné dans les articles 414 et 415 une législation d'exception et demandé la répression par le droit commun des faits de violences, d'injures, de menaces, de manœuvres frivoles qui se commettent pour préparer ou maintenir les grèves » (2).

Dans les milieux parlementaires, on a souvent aussi critiqué les articles 414 et 415 et demandé leur abrogation.

Dans la partie historique de notre étude nous avons

(1) Pic, *op cit.*, p. 224.

(2) V. aussi Barthou : *L'action syndicale*, pp. 268 et s. ; de Las Gazez : *La grève et la loi* (*Revue pratique de droit industriel*, déc. 1907).

déjà signalé que leur suppression fut demandée en 1849 ; nous avons indiqué aussi que, lors de la discussion de la loi de 1864 sur les coalitions, un amendement fut déposé par plusieurs députés de la gauche, tendant à cette même suppression.

En 1881, la commission parlementaire de la Chambre, chargée d'étudier le projet de la loi sur les syndicats professionnels, conclut à la non-application aux syndicats des articles 414, 415 et 416 dont M. Allain-Targé avait dit, dans son rapport, qu'ils consacraient « des délits ouvriers que notre code égalitaire n'aurait pas dû connaître » (1).

Depuis cette époque, dans presque chaque législature, la suppression des articles 414 et 415 a été demandée. Au mois de février 1882, M. Lefebvre déposait sur le bureau de la Chambre des députés une proposition de loi tendant à l'abrogation de ces deux articles. En 1886, un effort fut tenté de nouveau par MM. Boyer, Camélinat, Basly, Clovis Hugues (2) et en 1891 une proposition dans le même sens était déposée par MM. Baudin, Dumay et Baulard (3). « Les articles 414 et 415, lit-on, dans l'exposé des motifs, constituent une menace contre les travailleurs... l'état de choses actuel ne peut qu'envenimer les esprits et être un obstacle à la conciliation en cas de conflit. » Un rapport sommaire a conclu, au nom

(1) *Journ. off. Doc. parlam. Chambre* 1881, p. 361.

(2) *Journ. off. Doc. parlam. Chambre* 1886, p. 1381.

(3) *Journ. off. Doc. parlam. Chambre* 1891, pp. 2504 et 2922.

de la commission d'initiative, à la prise en considération, mais sans préjuger le fond.

En 1893, le groupe des députés socialistes révolutionnaires : Coutant, Faberot, Lamendin, Chauvin, J. Guesde, demanda de nouveau l'abrogation de ces articles « dont l'élasticité perpétuelle, dit l'exposé des motifs, est suspendue sur la tête de tous ceux qui veulent user du droit de coalition reconnu par la loi ».

Cette suppression complète des articles 414 et 415 est encore réclamée par une proposition de loi sur les syndicats professionnels, déposée par MM. Basly, Lamendin et Defontaine, le 7 juillet 1896 (1) et par une autre proposition ayant le même objet, déposée le 26 janvier 1903, par MM. Vaillant, Allard, Bouveri, Chauvière, etc... (2).

Actuellement, la Chambre des députés est saisie d'un important projet de loi, rapporté par M. Barthou, qui déclare abrogés les articles 414 et 415 du Code pénal (3). Dans son rapport (4), M. Barthou déclare qu'il suffit du droit commun pour protéger la liberté du travail.

La dernière barrière qui protège l'individu contre le flot envahissant de la collectivité, sera-t-elle brisée ? C'est possible, c'est même probable. Et pourtant, ce serait faire

(1) *Journ. off.* Doc. parlem. Chambre. Annexe n° 180. Séance du 7 juillet 1899.

(2) *Journ. off.* Doc. parlem. Chambre. Annexe n° 703. Séance du 26 janvier 1903.

(3) *Journ. off.* Doc. parlem. Chambre, session extraordinaire 1903, p. 77.

(4) *Journ. off.* Doc. parlem. Chambre, 1907, p. 42.

preuve d'imprévoyance coupable et désarmer d'un cœur léger devant la révolution et l'anarchie. Des événements récents semblent avoir démontré que la législation actuelle, bien loin d'être trop restrictive de la liberté du travail, est impuissante à la protéger efficacement. Les « chasses au renard » sanglantes et odieuses se multiplient d'une façon inquiétante. Les conflits du travail se compliquent de lâches attentats perpétrés sous l'influence des doctrines criminelles d'action directe et de sabotage. Le moment n'est donc pas venu de porter une suprême atteinte au principe d'autorité en arrachant aux pouvoirs publics les derniers moyens de répression contre les attaques acharnées dirigées contre une liberté sacrée entre toutes : la liberté du travail.

Il nous semble que l'on ne pourrait envisager sans crainte la suppression du délit spécial prévu par les articles 414 et 415 du Code pénal qu'à la condition de réaliser au préalable une triple réforme :

1° Elargir les limites étroites et vieillottes de l'article 1780, régissant le contrat de travail, qui n'est plus en harmonie avec les nécessités de l'heure présente.

2° Réglementer l'exercice du droit de grève de façon à rendre aux conflits du travail leur véritable caractère de luttes économiques sur le terrain pacifique de la légalité.

3° Remanier profondément l'organisation des syndicats professionnels de façon à en exclure impitoyablement les éléments révolutionnaires et anarchiques. Donner à ces

syndicats ainsi purifiés la pleine capacité de recevoir et de posséder, de façon à rendre leur responsabilité réelle et tangible à l'égard de ceux qui pourraient souffrir de leurs agissements.

Le besoin de cette organisation nouvelle se fait sentir davantage chaque jour. La réalisation en sera longue et difficile, car ce sera demander tout d'un coup la sagesse et la raison à une classe de citoyens à laquelle on a trop souvent répété qu'elle avait tous les droits.

En attendant, dans l'état actuel de notre législation économique, nous n'hésitons pas à nous prononcer contre la suppression des articles 414 et 415, parce que nous estimons qu'en entrant dans cette voie le législateur s'exposerait, sous prétexte de protéger la liberté de la grève, à supprimer la liberté de ne pas faire grève. M. Clémenceau, alors ministre de l'Intérieur, a dit très justement à la Chambre, le 19 juin 1906, et nous donnons notre entière adhésion à ses paroles : « J'estime que tout homme qui a besoin de travailler et qui trouve du travail a le droit de travailler, et j'estime, que la société et les pouvoirs publics ont le devoir de lui assurer l'exercice de ce droit. »

Vu : *Le Doyen*,
P. CAUWÈS.

Vu : *Le Président de la Thèse*,
CAPITANT.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

L. LIARD

BIBLIOGRAPHIE

- BONCOUR (Paul). — Le fédéralisme économique. Paris, 1898.
- BRUNSWIG. — La responsabilité civile des syndicats professionnels à raison des atteintes à la liberté du travail. Th. 1902.
- DESCHANEL. — La question sociale.
- DURNERIN. — De la responsabilité civile pouvant résulter des grèves et coalitions ouvrières. Th. 1904
- GARÇON. — Code pénal annoté.
- GARRAUD. — Traité de droit pénal. (T. V.)
- GLOTIN. — Étude historique sur les syndicats professionnels. Paris, 1892.
- GROS. — L'interdiction du travail. Étude sur les conflits entre les syndicats et la liberté du travail. Th. 1903.
- HAMELET. — La grève devant la loi. Th. 1904.
- JAY (Raoul). — La protection légale des travailleurs, 2^e édit. Paris, 1910.
- LEVASSEUR. — Histoire des classes ouvrières et de l'industrie en France avant 1789. Paris, 1901, 2 vol.

PIC (Paul). — Traité de législation industrielle, 3^e édit. Paris, 1909.

POUGET. — La grève au point de vue juridique. Th. 1907.

SAUZET. — Essai historique sur la législation industrielle.

SÉON. — Étude sur la responsabilité pénale et civile des syndicats professionnels. Thèse, 1898.

SOREL. — Réflexions sur la violence.

VAILLÉ. — La coalition ouvrière et les grèves. 1901.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages.
INTRODUCTION	1

CHAPITRE PREMIER

Notions historiques sur le principe de la liberté du travail

§ 1. Ancien régime	7
§ 2. Droit intermédiaire	12
§ 3. Le Code pénal	19
§ 4. La loi du 27 novembre 1849	21
§ 5. La loi du 25 mai 1864	41
§ 6. Abrogation de l'article 416 par la loi du 21 mars 1881	50

CHAPITRE II

<i>Régime actuel</i>	57
§ 1. Conditions d'application des articles 414 et 415	57
§ 2. Conséquences de l'abrogation de l'article 416	70
CONCLUSION	91
BIBLIOGRAPHIE	101

